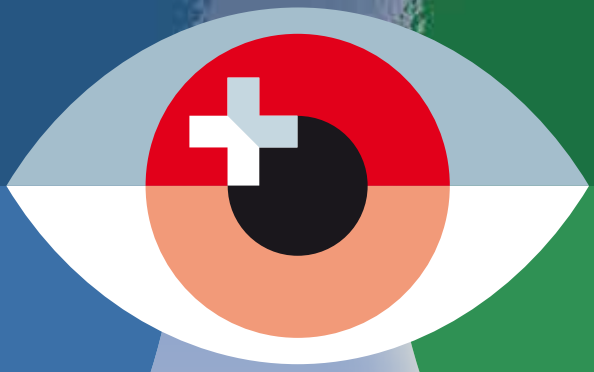
Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun Svizra

Service de renseignement de la Confédération SRC

LA SÉCURITÉ DE LA SUISSE 2020



Rapport de situation du Service de renseignement de la Confédération

LA SÉCURITÉ DE LA SUISSE 2020

Rapport de situation
du Service de renseignement
de la Confédération

Table des matières

L'état de la menace sous le signe de la pandémie

La lutte contre la pandémie de coronavirus constitue un défi sans précédent pour notre monde. Restrictions de mouvement, couvre-feux, contrôles aux frontières, préservation de l'infrastructure critique : de nombreux États tentent d'endiguer la propagation du virus et de pallier les conséquences de la crise au moyen d'une multitude de mesures drastiques. Mais le virus entraîne aussi des changements fondamentaux au niveau international. Il aggrave notamment la situation de nombreux pays déjà touchés par la pauvreté, la surpopulation ou la guerre.

Les tentatives d'évaluer les répercussions de cette pandémie n'en sont encore qu'à leurs balbutiements, à plus forte raison qu'elle poursuit sa progression.

Il est néanmoins possible d'en déduire de premières conséquences pour la sécurité de la Suisse. Le SRC s'est penché de manière approfondie sur la question de l'influence actuelle et future de la pandémie de Covid-19 sur l'état de la menace. Cet examen attentif explique la date de publication tardive du rapport de situation annuel du SRC. Comme le montre « La sécurité de la Suisse 2020 », le SRC ne considère pas que la pandémie de Covid-19 change la donne, mais qu'elle constitue un facteur important qui renforce les tendances déjà observées dans le système international et les accélère selon toute vraisemblance. Pour la Suisse, cela signifie avant tout que l'évolution de l'environnement stratégique se poursuivra et devrait même s'accélérer. Une évolution qui pourrait s'étirer dans le temps et donc retarder, pour une durée indéterminée, la formation d'un nouvel « ordre mondial » qui soit plus stable.

Les grandes lignes de l'appréciation actuelle de l'état de la menace du point de vue du renseignement sont représentées dans le radar de la situation du SRC. À l'occasion de cette nouvelle édition, sa conception a été revue afin d'en améliorer la clarté et la lisibilité.

Présentant des chiffres-clés, le dernier chapitre fournit sous la forme d'un bref rapport de gestion des informations et données importantes sur les prestations du SRC, notamment concernant les mesures de recherche d'informations soumises à autorisation.

J'espère que la lecture des pages suivantes sera aussi passionnante pour vous qu'elle l'a été pour moi, et je vous souhaite une bonne santé.

Viola Amherd, Conseillère fédérale
Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports DDPS

Le rapport de situation en bref

Les organes de la politique de sécurité se retrouvent depuis longtemps devant des défis complexes. Le radar de la situation du SRC leur permet de s'orienter et présente au public intéressé les thèmes centraux du point de vue du renseignement. D'une manière générale, le thème central est aujourd'hui indubitablement constitué par la pandémie de Covid-19. Même s'il n'est actuellement pas encore possible de répondre de manière détaillée à la question de savoir quels seront ses impacts sur le plan de la politique de sécurité, il est toutefois possible de généraliser les observations faites par le SRC jusqu'à ce jour, lesquelles pointent sur un renforcement et vraisemblablement une accélération des tendances qui ont cours au sein du système international, en raison de la pandémie.

- La pandémie de Covid-19 a fourni de nouveaux indices quant à la fin d'un ordre mondial fortement marqué par les États-Unis, leur système d'alliances et des institutions soumises à une profonde influence américaine. La fin de la Guerre froide a signifié la fin de la bipolarité dans le système international de politique de sécurité. La phase qui a suivi, à savoir celle de l'unipolarité, caractérisée par une domination américaine très claire, est à présent également terminée. Le changement actuellement observé dans le système international de politique de sécurité va perdurer. La question se pose de savoir si un ordre stable va à nouveau s'établir dans un avenir proche. Un nouvel ordre bipolaire entre les États-Unis et la Chine, dont on ne distingue pour l'heure toutefois pas encore clairement les contours, pourrait se mettre en place. Quant à une éventuelle évolution vers un système multipolaire, elle est encore plus incertaine.

- La politique internationale en matière de sécurité est aujourd'hui marquée par la lutte de plusieurs acteurs qui veulent gagner en influence. La rivalité entre les États-Unis et la Chine, les efforts de la Russie visant à consolider sa zone d'influence en Europe ainsi que divers conflits et crises aux frontières de l'Europe marquent l'environnement stratégique de la Suisse. Les États-Unis vont certes rester au-delà de 2020 la puissance mondiale exerçant l'influence la plus grande, mais les relations transatlantiques et la présence américaine au Proche et Moyen-Orient vont à l'avenir perdre encore en importance à la suite de la bascule stratégique vers l'Asie. Les contradicteurs géopolitiques des États-Unis essaient d'en tirer profit et de déployer leur puissance dans les brèches qui en découlent, afin d'imposer la promotion de leurs propres intérêts.

- Les États-Unis considèrent toujours plus la Chine comme un rival, alors que cette dernière se voit comme une grande puissance montante et égale aux premiers. Le fossé entre le modèle libéral occidental et le capitalisme d'État autoritaire va encore se creuser. Les indices selon lesquels le système international pourrait de plus en plus être marqué par la concurrence stratégique entre les États-Unis et la Chine se multiplient, pouvant aller jusqu'à la mise en place de zones d'influence stratégique exclusives. Cela a des conséquences variées, par exemple sur l'évolution technologique dans sa globalité ou dans le domaine des risques ayant trait à la prolifération. On pourrait assister à la mise en place de deux zones normatives, la Suisse se voyant contrainte à l'avenir de se restreindre à l'une de ces deux zones.

- La Russie continue de chercher à agir sur un pied d'égalité avec les États-Unis dans un ordre mondial multipolaire ainsi qu'à y établir et y asseoir sa propre sphère d'influence. Sa politique porte ses fruits, mais la Russie ne compte pas s'arrêter là. L'Ukraine demeure au cœur des intérêts stratégiques russes, tout comme le Bélarus après les manifestations consécutives aux élections présidentielles du 9 août 2020. Le Kremlin a mis en garde les États-Unis et l'UE contre toute ingérence dans ce dossier. La mer Noire et la mer Méditerranée sont également les théâtres d'une rivalité stratégique avec d'autres acteurs. La Russie engage aussi des moyens militaires pour atteindre ses objectifs.

- L'espionnage est l'expression des tensions décrites ci-dessus. Les États se servent de l'espionnage comme instrument pour atteindre ou consolider une position avantageuse, voir dominante, face à des rivaux politiques, militaires ou économiques. De telles tensions se reflètent également dans les activités d'espionnage d'autres États sur sol suisse, ce qui nuit à l'image de la Suisse comme État hôte de la diplomatie internationale. De plus, des intérêts suisses sont directement menacés lorsque des acteurs de l'espionnage prennent par exemple pour cibles la place commerciale et financière suisse, des entreprises innovantes ou des institutions politiques, afin d'obtenir des avantages concurrentiels et des possibilités d'influence. Certains États utilisent également l'espionnage comme instrument contre leurs propres ressortissants afin de consolider leur pouvoir, et peuvent surveiller et intimider des opposants à l'étranger, y compris en Suisse.

- Les activités d'espionnage et, plus globalement, les luttes internationales de pouvoir interviennent aussi dans l'espace cybernétique. Les infrastructures critiques de la Suisse n'ont jusqu'à présent jamais été directement visées par des actes de sabotage commandités par un État. On constate toutefois que de telles attaques visent aussi des partenaires et fournisseurs et qu'il faut donc au moins accepter que ceux-ci soient lésés et, partant, que des intérêts suisses soient victimes du conflit mené dans l'espace cybernétique.

- Malgré les grandes difficultés économiques auxquelles il doit faire face, l'Iran continue à exercer de l'influence au Proche et Moyen-Orient, mais se voit également confronté à des protestations. Le pays va continuer de répondre aux pressions exercées notamment à travers les sanctions américaines par des pressions opposées. Outre un nouveau renforcement graduel de ses activités nucléaires, on pense à des opérations militaires de portée limitée, même s'il faut s'attendre à un risque constant de réactions militaires de la part des États-Unis ou de leurs partenaires. Les deux parties devraient toutefois continuer à s'efforcer d'éviter une confrontation qui dégénérerait en conflit militaire majeur.

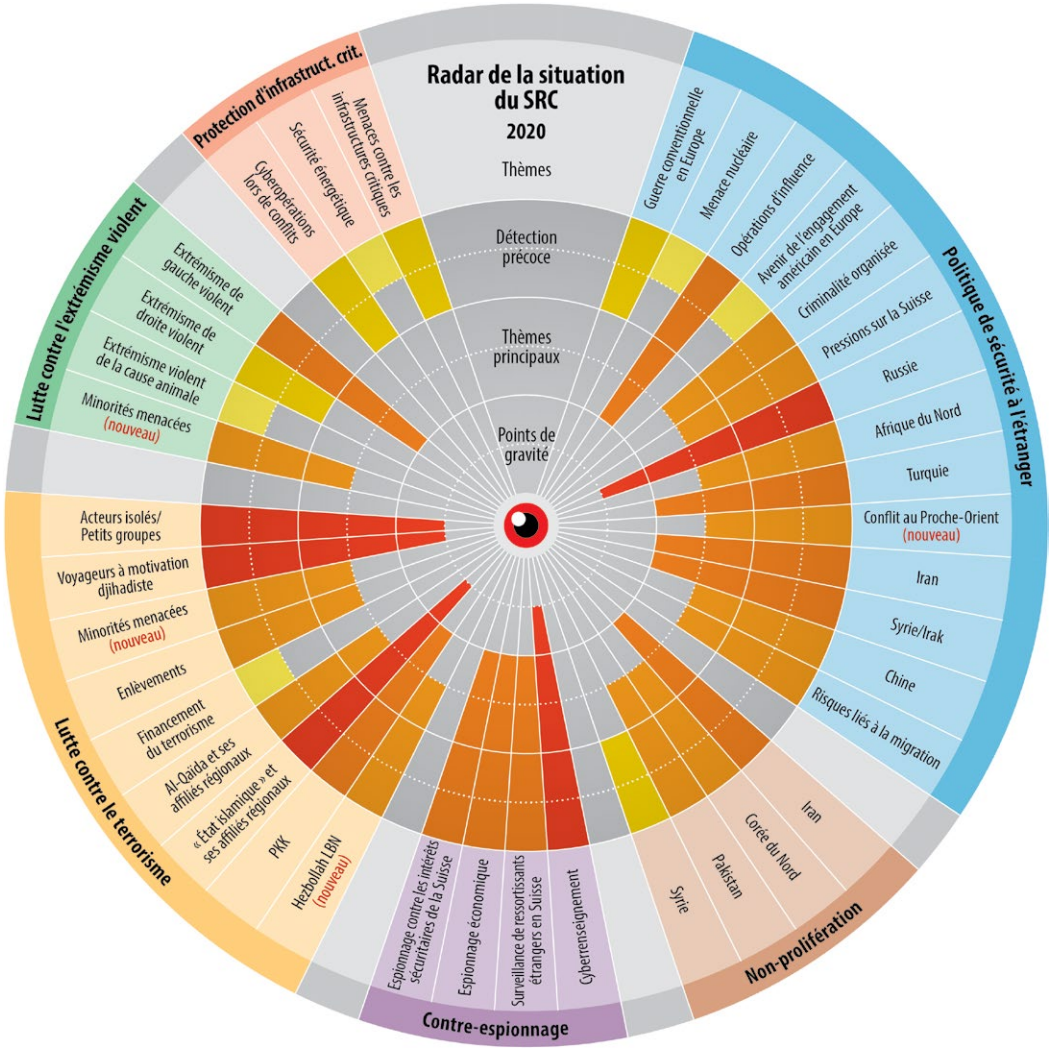
- Malgré des difficultés économiques et en matière de politique intérieure, la Turquie sous la présidence Erdogan ne va pas abandonner ses démonstrations de force sur le plan régional. Dans le contexte de sa perception de la menace, l'établissement d'une zone de sécurité dans le nord de la Syrie force la Turquie à se rapprocher de la Russie, ce qui augmente les points de frottement avec ses partenaires traditionnels. La poursuite par la Turquie d'intérêts dans l'espace méditerranéen y contribue également. En dépit de ces constats, elle ne va pas renoncer sur le fond à ses relations avec ses partenaires de l'OTAN et avec l'UE.

- Le terrorisme djihadiste peut se compter parmi ceux qui profitent des luttes politiques pour le pouvoir. L'« État islamique » continue à donner le ton. La menace terroriste en Suisse reste élevée. De nouveaux attentats en Europe sont probables – en premier lieu des attentats inspirés par l'« État islamique ». Aux yeux des djihadistes, la Suisse fait certes partie des cibles d'attentats légitimes, mais elle ne constitue pas une priorité.

- Le potentiel de violence persiste aussi bien parmi les extrémistes de gauche que les extrémistes de droite. Au sein des milieux d'extrême gauche, les formes de violence plus graves comme les incendies intentionnels restent principalement limitées à des objets considérés comme présentant un lien avec la « répression ». Une participation accrue à des actions violentes et une agressivité marquée, voire croissante, sont perceptibles. Les milieux d'extrême gauche tentent notamment de prendre la tête de nouveaux mouvements de grande ampleur, comme ce fut le cas dernièrement lors des manifestations *Black Lives Matter*, et de les instrumentaliser à leurs propres fins. Ces tentatives se heurtent à la résistance opposée par les protagonistes de ces mouvements qui manifestent pour leur cause, sans promouvoir le communisme ni l'anarchisme. Les membres des milieux d'extrême droite font actuellement preuve de retenue vis-à-vis de l'usage de la violence. En matière d'appréciation du potentiel de violence de l'extrême droite, il convient également de tenir compte des indices faisant état d'entraînements à des sports de combat et de la possession d'armes fonctionnelles. En Suisse, le principal risque d'attaque motivée par l'extrême droite émane d'auteurs isolés ayant des convictions d'extrême droite, mais sans être membres à part entière de groupes extrémistes violents établis.

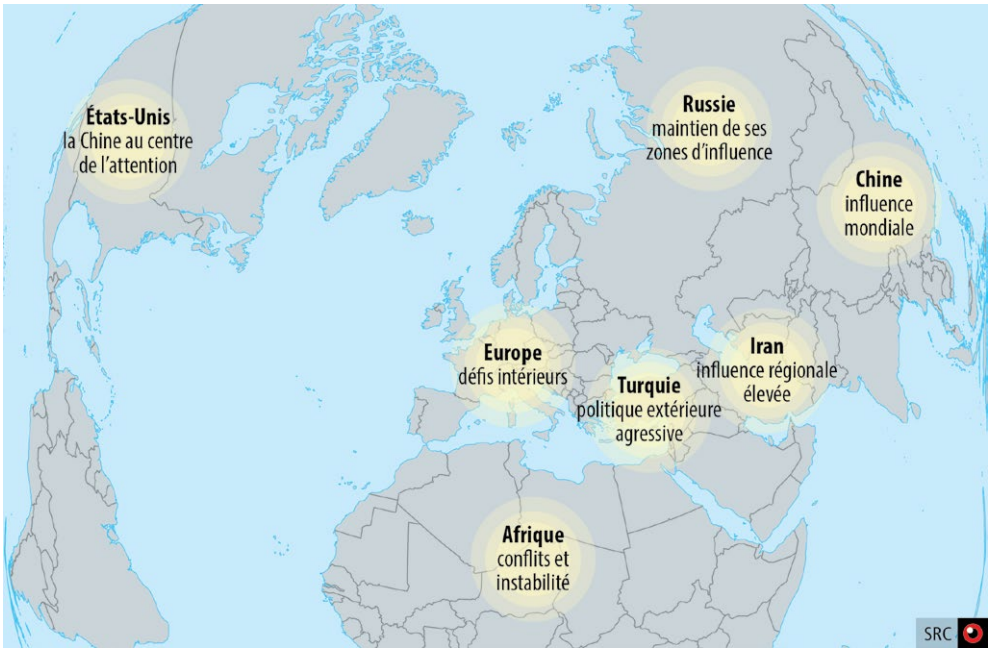
Le radar de la situation

Le SRC utilise depuis 2011 l'instrument du radar de la situation pour présenter les menaces importantes qui pèsent sur la Suisse. Dans sa version simplifiée, sans données confidentielles, il est une des composantes du présent rapport. Cette version publique contient les menaces qui relèvent du domaine d'activité du SRC. Elle est complétée par des thèmes importants en matière de politique de sécurité tels que les « risques migratoires » et le « crime organisé ». Ces deux thèmes ne sont pas traités dans le présent rapport. Pour plus d'informations à leur sujet, se référer aux rapports des autorités fédérales compétentes.



Environnement stratégique

Résultat de l'appréciation du SRC



Suisse : un environnement sécuritaire qui se détériore

Les observations faites par le SRC jusqu'à ce jour quant aux impacts de la pandémie de Covid-19 sur la politique de sécurité peuvent être généralisées et déboucher sur le constat que les tendances ayant déjà cours au sein du système international vont être renforcées et vraisemblablement encore s'accélérer. C'est ainsi que la pandémie de Covid-19 a fourni de nouveaux indices quant à la fin d'un ordre mondial fortement marqué par les États-Unis, leur système d'alliances et des institutions soumises à une profonde influence américaine. La fin de la Guerre froide a signifié la fin de la bipolarité dans le système international de politique de sécurité. La phase qui a suivi, à savoir celle de l'unipolarité, caractérisée par une domination américaine très claire, est à présent également terminée. Le changement actuellement observé dans le système international de politique de sécurité va perdurer. La question se pose de savoir si un ordre stable va à nouveau s'établir dans un avenir proche. Un nouvel ordre bipolaire entre les États-Unis et la Chine, dont on ne distingue pour l'heure toutefois pas encore clairement les contours, pourrait se mettre en place. Quant à une éventuelle évolution vers un système multipolaire, elle est encore plus incertaine.

Une série de tendances déjà identifiées de politique internationale vont encore se renforcer à la suite de la pandémie et vraisemblablement s'accélérer. Du point de vue de la politique de sécurité, les difficultés inhérentes à la coopération internationale

revêtent une importance toute particulière pour la Suisse. La réémergence de la politique de puissance et la multiplication des États faisant cavaliers seuls sont des obstacles à cette coopération. Quant aux défis intérieurs croissants pour l'UE et l'OTAN, ils sont tout aussi importants. L'intégration de l'Europe en matière de politique de sécurité et la solidarité transatlantique pourraient avoir dépassé leur apogée.

La lutte économique et politique entre les États-Unis et la Chine ainsi que les efforts de la Russie visant à consolider sa zone d'influence en Europe marquent l'environnement stratégique de la Suisse. La confrontation entre les États-Unis et l'Iran a également un impact global. S'y ajoutent les menaces provenant du terrorisme et de l'instabilité à la périphérie européenne. En Syrie et en Libye, aucune issue n'est en vue aux conflits armés qui y font rage. Les deux États restent des sources potentielles et des pays de transit d'une migration massive. De nouvelles situations de crise, la déstabilisation en Afrique subsaharienne ainsi que le comportement nationaliste agressif de la Turquie en matière d'affaires étrangères et de sécurité peuvent avoir un impact sur la Suisse, tant du point de vue de la migration que du terrorisme et du développement de l'extrémisme violent.

Au Proche et Moyen-Orient, en Algérie, mais aussi à Hong Kong et en Amérique du Sud, les peuples se sont battus contre l'oppression politique, les inégalités sociales et la détérioration de la situation économique, jusqu'à ce que les mesures prises pour lutter contre la pandémie de Covid-19 empêchent toute protestation publique. En certains endroits, les mouvements de protestation ont toutefois rapidement repris, en d'autres, leur poursuite est probable ou à tout le moins possible. Partout, la répression exercée par le pouvoir étatique est rendue difficile par le fait que les mouvements de protestation d'aujourd'hui communiquent via l'internet et les réseaux sociaux, sans structures hiérarchiques reconnaissables. Ils ne disposent toutefois pas de programmes politiques concrets pouvant être mis en œuvre en commun. Si ces mouvements s'imposaient, un cadre pourrait être posé pour des changements véritablement positifs dans ces pays et donc aussi pour une amélioration de l'environnement sécuritaire de la Suisse. Une crise financière et économique mondiale durable renforcerait par contre massivement la tendance vers des protestations politiques et sociales violentes et péjorerait vraisemblablement aussi la sécurité dans l'environnement stratégique de la Suisse. Conséquence de la crise liée au coronavirus, les institutions étatiques sont par exemple fragilisées en Algérie ou encore en Irak.

États-Unis : la Chine au centre de l'attention

La compétition stratégique avec la Chine et la Russie, les deux principaux contradicteurs géopolitiques de l'ordre mondial libéral dominé par les États-Unis, est au

centre de la politique américaine en matière de sécurité. L'accent à cet égard est mis sur la Chine, qui, en raison de sa puissance économique, est considérée aux États-Unis comme la principale menace. À l'inverse de la politique de l'administration Obama vis-à-vis de la Chine, le président Donald Trump mise de façon accrue sur la confrontation, en particulier à travers l'imposition de taxes douanières élevées et d'autres mesures commerciales visant à faire primer les intérêts économiques américains. Ce qui reste problématique, c'est la tendance marquée du président Trump à faire des États-Unis un cavalier seul. La pandémie a conforté Trump dans cette position de fond. Depuis 2017, les États-Unis infligent ainsi eux-mêmes des dégâts majeurs à l'ordre mondial libéral et multilatéral et au système d'alliance occidental.

Au vu de leur puissance économique ainsi que de leurs capacités militaires, les États-Unis restent globalement l'acteur le plus puissant. Ils profitent de plus de leur réseau d'alliés à travers la planète ainsi que de leur *soft power*, qui est certes en baisse mais reste considérable. Ils n'assument toutefois plus leur rôle moteur global que de manière sélective. De leurs alliés européens, ils attendent qu'ils endossent davantage de responsabilité pour la sécurité européenne et relèvent eux-mêmes les défis venant de l'Est voisin (Russie) et du Sud (Afrique du Nord, Proche et Moyen-Orient). Les États-Unis fournissent certes depuis 2014 une contribution substantielle au renforcement militaire du flanc nord-est de l'OTAN, mais les mesures visant à réduire les troupes américaines stationnées en Allemagne sont symptomatiques de la relation problématique actuelle entre alliés. Les États-Unis maintiennent aussi toujours une forte présence militaire au Proche et Moyen-Orient, mais le but du rééquilibrage géostratégique vers l'espace indopacifique au détriment de l'Europe ainsi que du Proche et Moyen-Orient subsiste, et ce malgré la confrontation persistante avec l'Iran.

Chine : rivalité stratégique, idéologie de grande puissance et répression

Dans ce nouveau siècle, la Chine impose de plus en plus sa volonté de leadership au niveau régional. Elle remet par ailleurs en question la domination géostratégique des États-Unis. Combinée à la modernisation de ses forces armées, la montée en puissance de la Chine mène à de nouveaux équilibres de pouvoir dans le monde. La rivalité stratégique entre États-Unis et Chine continue à exercer une influence majeure sur la politique internationale. Outre les questions de politique commerciale, la concurrence toujours plus féroce se rapportant à la suprématie technologique est au cœur de cette rivalité. À travers la nouvelle route de la soie, la Chine accède à de nouveaux marchés et investit dans des projets d'infrastructures et dans l'extraction de ressources naturelles. La Chine vise de plus en plus à contrôler elle-même les infrastructures liées à la

nouvelle route de la soie, comme des ports, voies de circulation, moyens de transport, mines et barrages. Elle fait aujourd'hui déjà partie des principaux partenaires commerciaux dans le monde et crée grâce à sa puissance économique des dépendances et de nouvelles réalités géopolitiques, y compris dans les pays occidentaux. La croissance économique de la Chine, son idéologie de grande puissance et la répression garantissent pour le moment au Parti communiste chinois son maintien au pouvoir.

La Chine, avec la nouvelle route de la soie (Belt and Road Initiative), ouvre des marchés et les relie à son territoire. Elle entend de plus en plus en contrôler elle-même l'infrastructure associée.

Russie : stabilité des grands axes de la politique de sécurité

En Russie, le noyau du pouvoir est très stable sur le plan des individus qui le composent et de leur vision du monde. Le pouvoir russe contrôle en outre de larges pans de l'économie, dont les flux monétaires servent autant que possible à renforcer la résilience du système et à lutter contre les chocs en provenance de l'étranger comme les crises financières internationales, les fluctuations du cours du pétrole ou encore les mesures de sanction. Les organes centraux sont dominés par des partisans d'une ligne dure en matière de politique étrangère, et donc d'une politique de puissance. Comme par le passé, les grandes lignes de la politique de sécurité russe ont résisté jusqu'à présent aux bouleversements extérieurs provoqués par la pandémie de Covid-19.

L'Ukraine reste de loin le premier espace stratégique de la Russie, qui voudra continuer à y faire valoir son influence. Le Bélarus et la Moldova sont tout aussi importants pour la Russie en matière d'influence. Cette dernière voit notamment dans la situation au Bélarus, où des manifestations organisées dans tout le pays soumettent le président Alexandre Loukachenko à une pression considérable, une excellente occasion de rapprocher davantage les deux États. La Russie consolide également sa position de force en Europe de l'Est, entre autres par la construction du gazoduc *Nord Stream* qui permettra au gaz naturel russe de transiter vers l'Europe sans passer par les conduites terrestres des pays d'Europe de l'Est. La Russie développe également ses capacités militaires, dont elle fait la démonstration dans le cadre d'exercices militaires de grande envergure avec une participation internationale.

Cette stratégie a permis à la Russie de donner pour ainsi dire un coup d'arrêt à l'élargissement de l'OTAN et de l'UE vers l'Est. Cela a aussi entraîné une augmentation notable des efforts de l'OTAN et de ses États membres en matière de défense suite, notamment, à l'annexion de la Crimée par la Russie.

Ukraine : volonté de renouveau parmi la jeunesse, volonté d'immobilisme des oligarques

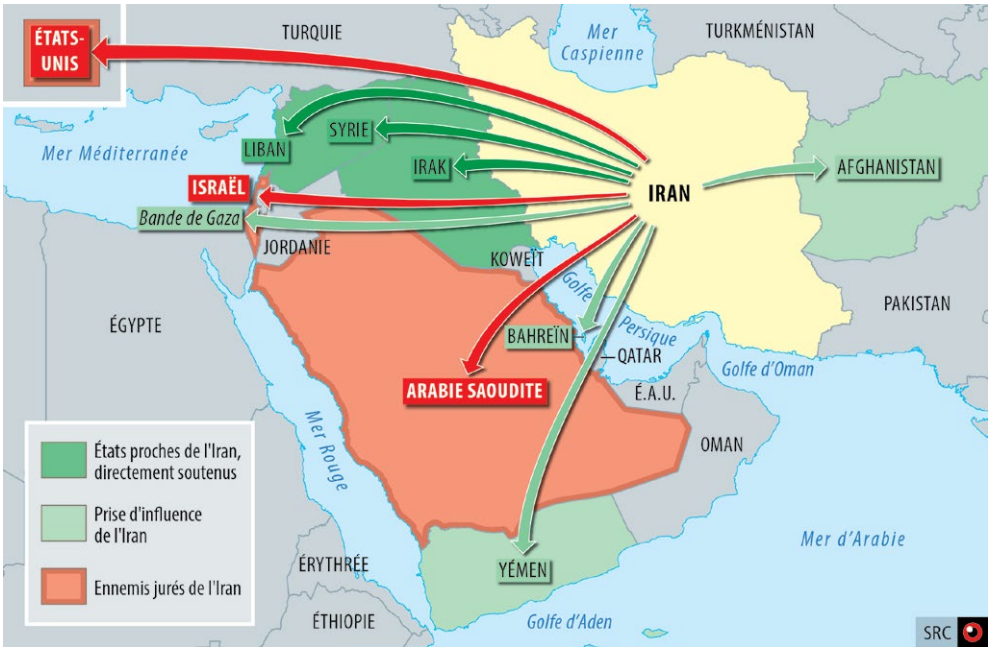
Un climat de renouveau régnait en Ukraine après l'élection du président Volodymyr Zelensky en mai 2019 et la victoire de son parti nouvellement formé aux élections législatives de juillet 2019. Malgré une baisse de leur cote de popularité, le président Zelesky et son équipe continuent de nourrir les espoirs à la fois de nombreux Ukrainiens et de l'Occident. Porté par la jeunesse, son mouvement veut surmonter la stagnation tant économique que politique de l'Ukraine et mettre un terme au conflit qui embrase l'est du pays. Jeune et inexpérimenté sur le plan politique, Zelensky vise à opérer des changements rapides au sein de la société et de l'éco-

nomie. Ses efforts de réforme se heurtent toutefois à la résistance du système en place, notamment à un appareil sécuritaire tentaculaire. Il rencontre des difficultés comparables face à une économie contrôlée par des oligarques dominant largement les structures politiques de l'Ukraine par l'intermédiaire de leurs propres partis et entretenant parfois des relations étroites avec la Russie. Ces oligarques tirent parti de cette position de force sur le plan des affaires grâce à des contrats gouvernementaux. Le président Zelensky lui-même doit son ascension fulgurante au soutien d'Igor Kolomoïsky, l'oligarque le plus puissant du pays à l'heure actuelle. Connu pour imposer ses intérêts commerciaux de manière agressive, Kolomoïsky représente un fardeau pour les relations entre les investisseurs occidentaux et l'Ukraine. Zelensky doit aussi faire face à l'opposition d'un mouvement rassemblant des forces nationalistes et néofascistes, renforcées par le conflit et disposant d'un bon réseau politique. Une grande partie de ces forces disposent de structures paramilitaires.

Iran : influence toujours aussi élevée dans la région malgré les grandes difficultés économiques

Le régime de sanctions des États-Unis provoque de gros dégâts au sein de l'économie iranienne. Avant l'intensification des sanctions en 2018, environ un tiers du

Influence de l'Iran dans la région



rendement économique iranien reposait sur les exportations de pétrole. Avec l'effondrement du prix du pétrole, l'impact des sanctions se renforce, tout comme la grande vulnérabilité du pays vis-à-vis de la pandémie de Covid-19. Les difficultés d'importation provoquées par l'exclusion de fait du trafic international des paiements sont particulièrement critiques. Un effondrement de l'économie iranienne n'est toutefois pas en vue. Le régime iranien affiche une capacité de survie élevée et ce en dépit des protestations sociales et politiques qui essaiment sporadiquement partout dans le pays.

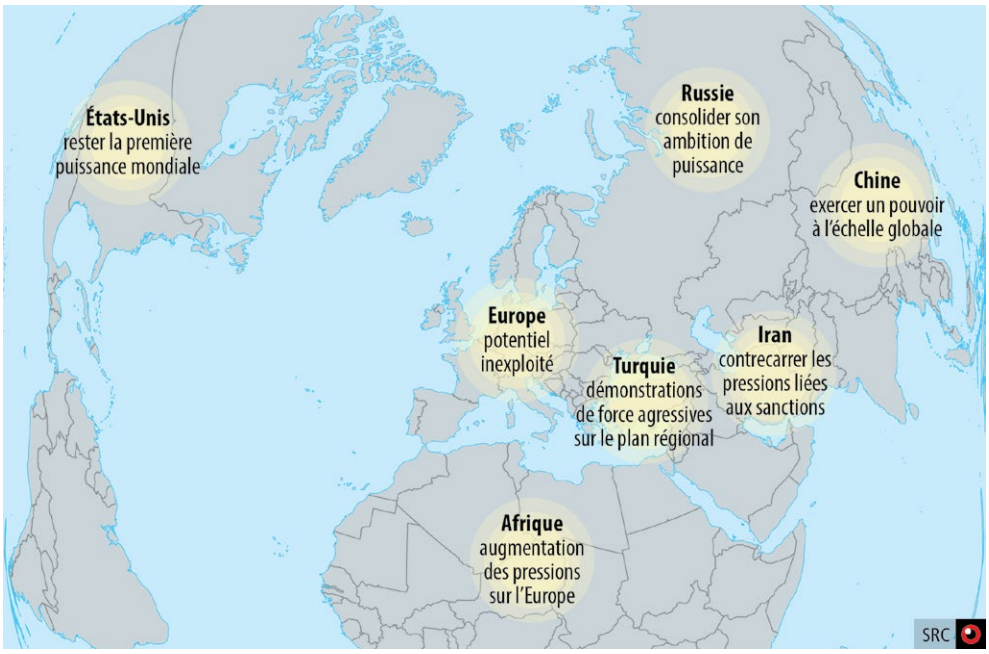
L'influence régionale de l'Iran reste élevée, en particulier en Irak, au Liban, en Syrie et au Yémen, même si ses ressources financières ont diminué. Les investissements politiques et militaires durables consentis dans la mise en place de groupes loyaux à son égard sont en partie efficaces. Le régime iranien et en particulier le guide suprême Ali Khamenei ainsi que les Gardiens de la Révolution disposent dans la région de partisans bien organisés, militairement équipés et rompus au combat. L'Iran doit toutefois faire face à une recrudescence des résistances et des protestations, notamment en Irak.

Turquie : le président perd en appui malgré une politique extérieure agressive

Malgré tous ses pouvoirs, le président Recep Tayyip Erdogan ne parvient pas à améliorer la mauvaise situation économique. Son parti de la justice et du développement (AKP), au pouvoir, est affaibli depuis sa défaite dans les principales villes du pays lors des élections locales de mars et juin 2019. En dépit des interventions militaires dans le nord de la Syrie et dans le nord de l'Irak, très populaires en Turquie, il continue à perdre en soutien au sein de la population. Les cofondateurs dissidents de l'AKP voient leurs rangs grossir, creusant encore les fractures au sein du parti. L'opposition est toutefois divisée et, pour l'heure, ne constitue pas une alternative sérieuse.

La Turquie s'efforce d'établir des réfugiés syriens d'ethnie arabe dans sa zone de sécurité au nord de la Syrie. Elle pourrait ainsi creuser un fossé démographique dans les régions revendiquées comme autonomes par les Kurdes. Dans la zone économique chypriote en Méditerranée orientale, la Turquie poursuit la recherche de gaz naturel, cela en dépit des protestations des États-Unis et des sanctions symboliques de l'UE. Avec son Mémorandum sur la redéfinition des frontières maritimes négocié avec le gouvernement Sarraj en Libye, elle ignore en outre le droit maritime international. Erdogan menace par ailleurs de laisser passer les plus de trois millions de réfugiés syriens vers l'Europe dans le cas où l'UE critiquerait encore davantage sa politique extérieure.

Que prévoit le SRC ?



Europe : le potentiel inexploité d'un acteur global

Il est encore trop tôt pour procéder à une appréciation politique des effets à long terme de la pandémie de Covid-19 sur l'UE. Ce qui est clair, c'est que les défis pour cette dernière seront énormes sur le triple plan économique, financier et social. Les conséquences économiques de la pandémie vont probablement avoir un impact sur les investissements consentis en matière de sécurité militaire et de défense. La pandémie va freiner les ambitions stratégiques de l'UE et ses efforts vers l'autonomie sur le plan de la politique de défense pour les années à venir. Les défis les plus immédiats se posent quant à l'attitude à adopter vis-à-vis des États-Unis ainsi que dans la périphérie orientale, face à la constitution d'une sphère d'influence russe. À la périphérie sud, la pression monte sur la frontière extérieure.

États-Unis : rester la première puissance mondiale et limiter l'ascension de la Chine

Pour les États-Unis, il s'agit avant tout de limiter dans les prochaines années et décennies l'ascension de la Chine vers un statut de puissance mondiale et de rester aussi longtemps que possible la puissance mondiale numéro 1, ce qui continuera à exiger des investissements élevés pour maintenir des capacités militaires supérieures, conduite de la guerre cybernétique incluse. Afin de conserver leur puissance

économique et militaire, les États-Unis vont devoir continuer à innover dans tous les domaines technologiques, en particulier dans les secteurs de l'intelligence artificielle, des technologies de la communication, des ordinateurs quantiques ainsi que de la biotechnologie et de la bioingénierie.

Les relations transatlantiques et la présence américaine au Proche et Moyen-Orient vont perdre en importance sur le long terme, suivant en cela la logique de la bascule stratégique vers l'Asie. L'incertitude régnant quant au maintien d'un rôle américain fort notamment au sein de l'OTAN ainsi qu'au Proche et Moyen-Orient permet à d'autres acteurs de jouer un rôle plus important. Selon l'issue des élections présidentielles, les doutes quant à la fidélité des États-Unis vis-à-vis de l'alliance avec leurs partenaires de l'OTAN vont subsister ou se réduire en partie, mais cela ne changera rien ou presque aux tendances de fond. Le débat sur la répartition des charges pourrait se poursuivre, en particulier si les investissements de pays européens dans la sécurité militaire et la défense diminuent, notamment en raison de la pandémie.

Dans les prochaines années, les États-Unis vont néanmoins rester la puissance mondiale exerçant le plus d'influence. Leur puissance militaire et leur réseau étendu d'alliances restent pour l'heure inégalés. La cohésion entre les pays occidentaux est toutefois actuellement nettement plus faible que durant la Guerre froide ou que durant la première décennie du XXIe siècle. Outre les violentes critiques du président Trump vis-à-vis de ses partenaires de l'OTAN, la politique du président Erdogan et les idées du président Macron portant sur la sécurité européenne provoquent aussi des tensions dans les relations transatlantiques.

Chine : volonté d'exercer un pouvoir à l'échelle globale

En Chine, l'économie surendettée et la croissance économique déjà ralentie avant la pandémie pourraient constituer un défi pour la stabilité du Parti communiste et de son pouvoir. Les conséquences de la pandémie menacent la planification stratégique à différents niveaux. En dépit de ces difficultés, la Chine reste la puissance mondiale qui monte. À travers son engagement global accru, elle vise à jouer un rôle majeur dans la conduite du monde, sans pour l'heure assumer les responsabilités qui en découlent. La manière dont la Chine a géré le nouveau coronavirus et la pandémie de Covid-19 en est un récent exemple. Cela nuit à son image internationale. Le fossé entre le modèle libéral occidental et le capitalisme étatique autoritaire de la Chine va encore se creuser. Des reportages sur la propagande du régime, ses campagnes de désinformation, la censure qu'il exerce et la sévère répression qu'il mène contre ses

opposants à Hong Kong ou contre des minorités ethniques au Tibet et au Xinjiang marquent la perception qui croît à l'international de la menace constituée par la Chine. L'intensité des activités politiques, électroniques, militaires et de renseignement de la Chine va encore s'accroître.

Russie : moyens militaires au service d'une ambition de puissance

La Russie applique une politique de puissance systématique dans le but de rompre avec l'ordre mondial dominé par les États-Unis depuis la fin de la Guerre froide et de s'établir comme un pôle important au sein d'un ordre mondial multipolaire. Le pouvoir russe situe ses principaux défis sur le plan de la politique de sécurité sur son flanc ouest, en Europe de l'Est : si la Russie venait à craindre de perdre l'influence qu'elle exerce sur l'Ukraine, le Bélarus ou la Moldova, les États occidentaux seraient vraisemblablement confrontés à une exacerbation notable des tensions.

La mer Noire et la mer Méditerranée sont également les théâtres de la rivalité stratégique qui oppose la Russie à certains États occidentaux. La Russie fait par ailleurs systématiquement valoir ses propres intérêts en lien avec la stabilisation du régime de Bachar el-Assad et influencera l'après-guerre en Syrie, mais aussi en Libye le moment venu. La présence militaire russe en Syrie joue notamment le rôle de plaque tournante permettant à la puissance russe de se projeter dans le reste de la région. Couplée à l'instabilité au Proche et Moyen-Orient, la menace terroriste émanant de la région constitue par ailleurs aussi un défi pour la sûreté intérieure de la Russie.

Iran : mesures d'économie, contre-pressions, risque de confrontation avec les États-Unis

L'Iran ne pourra pas éviter de nouvelles baisses de ses subventions afin d'empêcher une hausse d'un taux d'inflation déjà élevé. Cela va toucher avant tout les couches à faibles revenus et donc la base politique du régime. Grâce à son appareil de sûreté étendu, le régime devrait toutefois être en mesure de contenir les actions de protestation sociales ou politiques.

Afin de contrecarrer les pressions liées aux sanctions, l'Iran essaiera, comme par le passé, d'exercer des contre-pressions. Outre un nouveau renforcement graduel de ses activités nucléaires, il faut s'attendre à l'avenir également à des actions militaires limitées, directement ou indirectement exécutées par des groupes alliés. Si les États-Unis et l'Iran vont probablement chercher à éviter autant que faire se peut un conflit militaire majeur, un risque marqué de réactions militaires des États-Unis demeure en cas de poursuite de cette logique. Avec la pandémie de Covid-19, la situation


Mer de Barents
NORVÈGE
SUÈDE
FINLANDE
Frontière russe ...
avant 1721
autour de 1725
autour de 1795
aujourd'hui
Protectorats militaires russes de facto
Région cédée par la Suède à la Russie en 1721
Helsinki
Stockholm
Tallinn
Saint-Pétersbourg (fondée en 1703)
Mer Baltique
ESTONIE
LETTONIE
Riga
RUSSIE
Moscou
LITUANIE
Kaliningrad (RUS)
Vilnius
Minsk
BÉLARUS
Varsovie
POLOGNE
Vistule
Kiev
Poltava (1709)
KAZAKHSTAN
Région acquise entre 1730 et 1795
SLOVAQUIE
Ukraine orientale
Volga
Budapest
HONGRIE
Trans-nistrie
UKRAINE
MOLDOVA
Chisinau
Dniepr
ROUMANIE
Belgrade
Crimée
Mer Caspienne
Bucarest
SERBIE
Danube
Mer Noire
Abkhazie
Ossétie du Sud
Pristina
KOS.
Sofia
BULGARIE
GÉORGIE
Tbilissi
Skopje
MAC.D.N.
AZERBAÏDJAN
ARMÉNIE
Erevan
Ankara
TURQUIE
GRÈCE
Athènes
500 km
SRC

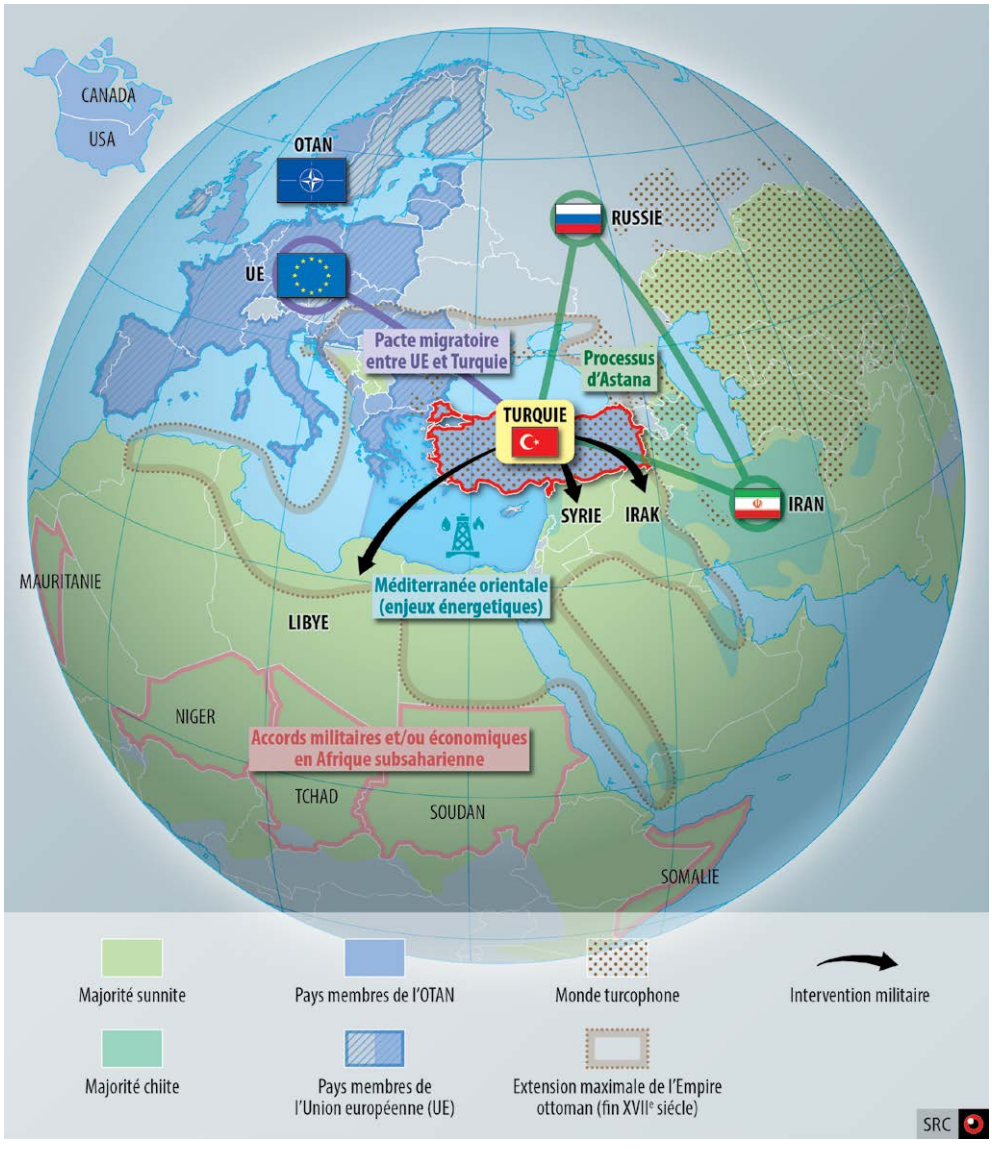
économique en Iran s'est encore massivement dégradée. Or, même cette évolution n'a pas incité le gouvernement iranien à opter pragmatiquement pour de nouvelles négociations avec les États-Unis. Il mise probablement sur l'espoir de bientôt pouvoir le faire avec un nouveau président des États-Unis.

Turquie : démonstrations de force agressives sur le plan régional

Les tensions de politique intérieure en Turquie vont perdurer. Les rapports de force politiques pourraient encore se déplacer au profit du parti au pouvoir du président. La situation économique va rester fragile et pourrait encore s'aggraver. Il n'est toutefois pas probable que des réformes structurelles efficaces, pourtant tant attendues, soient mises en œuvre.

Du point de vue de la politique extérieure, le président Erdogan va continuer de positionner la Turquie comme un acteur qui exerce de l'influence dans de nombreux dossiers de la région ainsi que dans la politique migratoire. Son alliance conclue à l'automne 2019 avec les autorités russes pour établir une zone de sécurité dans le nord de la Syrie oblige la Turquie à s'allier plus étroitement à la Russie, une alliance qui va sans doute conduire à des tensions croissantes avec l'UE, les États-Unis et l'OTAN. La Turquie ne va pas fondamentalement renoncer à ses partenariats et alliances traditionnels, et ce malgré une ambiance tendue et l'alliance avec la Russie. Le président Erdogan va continuer à adapter tactiquement ses relations avec l'UE, les États-Unis, la Russie ainsi que les pays du Proche et Moyen-Orient, afin de préserver au mieux l'indépendance turque. La Turquie va continuer à intervenir militairement en Syrie et en Irak afin d'endiguer ce qui constitue à ses yeux la menace la plus importante, à savoir le « terrorisme du PKK », et renvoyer dans le même temps des millions de réfugiés syriens dans les prochaines années. Elle s'est de plus établie comme un acteur incontournable en Libye, où son intervention a permis au gouvernement internationalement reconnu de Hafiz al-Sarraj de repousser l'offensive du maréchal Khalifa Haftar sur Tripoli. Les intérêts de la Turquie en Méditerranée sont liés à cette prise de position, ce qui renforce les tensions dans la région et rend plus probable une confrontation potentielle avec des acteurs de l'autre camp, en particulier avec l'Égypte. La politique de la Turquie en Méditerranée rend également plus difficiles ses relations avec l'UE et ses partenaires de l'OTAN.

La politique étrangère « néo-ottomane » de la Turquie implique un lien plus fort avec la Russie dans le dossier syrien et augmente la surface de friction avec ses partenaires traditionnels de l'OTAN et de l'UE.



Le terrorisme djihadiste et ethno-nationaliste

Résultat de l'appréciation du SRC

Le terrorisme djihadiste reste au premier plan

En Suisse, la menace terroriste est élevée depuis novembre 2015. Elle est toujours significativement marquée par l'« État islamique », ses soutiens et ses sympathisants. La menace qui émane d'Al-Qaïda est, elle aussi, toujours présente. Le terrorisme ethno-nationaliste reste aussi d'importance pour l'état de la menace en Suisse.

L'État islamique 2.0

En mars 2019, l'« État islamique » a perdu son dernier territoire en Syrie, le califat a disparu de la carte. À la fin du mois d'octobre 2019, son chef et leader, Abu Bakr al-Baghdadi, a été tué sans que sa mort n'ait entraîné de conséquences déterminantes quant aux capacités opérationnelles de cette organisation terroriste. Mais d'autres cadres et figures-clés ont depuis été éliminés ou arrêtés, en particulier en Syrie. Le cercle des dirigeants à la tête de l'« État islamique » a été fortement décimé depuis, ce qui représente un revers de taille pour l'organisation de base.

Un des facteurs du succès de l'« État islamique » a, dès son origine, été l'utilisation habile des possibilités de l'internet. Depuis novembre 2019, lorsque Europol, en collaboration avec des fournisseurs en ligne, a pour la première fois fermé des centaines de sites et canaux djihadistes sur la toile, la communication entre partisans de ce mouvement est sensiblement perturbée.

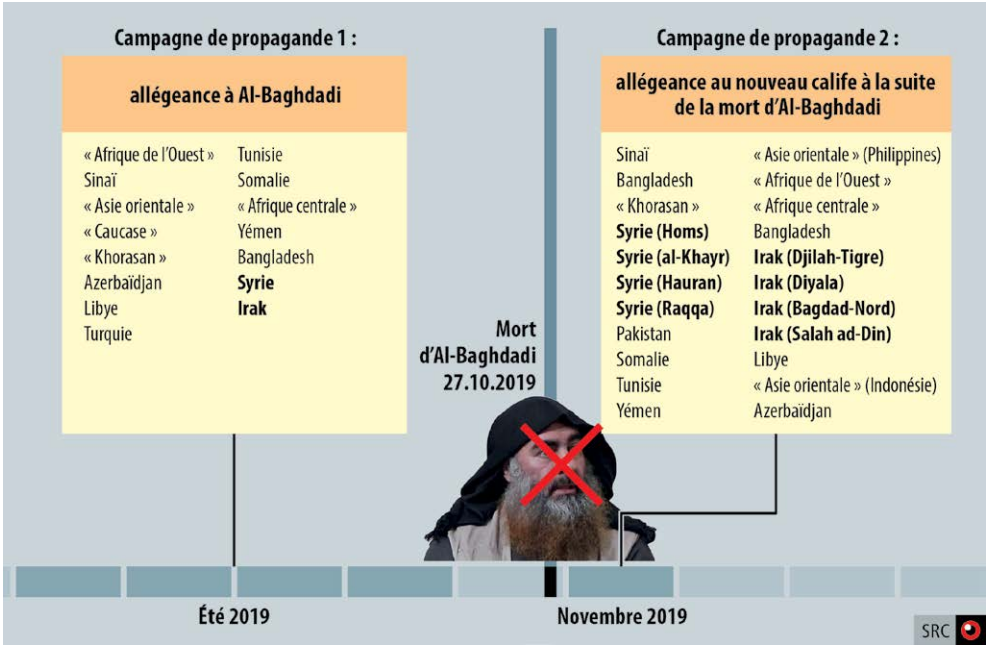
L'« État islamique » est affaibli, aussi bien à titre de mouvement dans le monde qu'à celui d'organisation terroriste au Proche-Orient ; ce mouvement mondial se retrouve en permanence fragmenté et décentralisé. L'organisation de base en Syrie et en Irak opère de manière dispersée sur le plan géographique et dans la clandestinité. Ses cellules organisent des embuscades ou des actions sous forme de guérilla. Leur liberté de mouvement est aussi limitée par la pression des poursuites persistantes qu'exercent les adversaires de l'organisation. Une communication et une coordination par une direction centrale ne sont guère possibles ; l'ancienne autorité centrale de commandement semble en grande partie avoir été transférée aux chefs de groupes locaux. La fragmentation se reflète dans la propagande de l'« État islamique », dans le sort de ses combattants, y compris les voyageurs à motivation djihadiste : dans les rangs de l'« État islamique » en Syrie et en Irak, ce sont aujourd'hui principalement des éléments locaux qui combattent.

Jusqu'en 2017, l'« État islamique » disposait d'une unité organisationnelle responsable pour la planification et la réalisation d'opérations terroristes extérieures. Depuis 2019, c'est un autre groupe de dirigeants qui aurait repris cette tâche. L'Europe fait toujours partie de ses cibles d'attentats. Pourtant, en 2019 et 2020, l'« État

islamique » n'a pu revendiquer aucun attentat direct ou piloté par lui sur sol européen. Qu'ils aient réussi ou échoué, les attentats commis en Europe n'ont que très rarement montré un lien direct avec l'organisation de base ; ils ont été le fait d'auteurs isolés ou de petits groupes inspirés par le djihadisme. Des appels dans la propagande de l'« État islamique » de venger la mort du calife, d'attaquer des cibles juives ou d'utiliser la crise liée au coronavirus pour des attentats terroristes sont restés jusqu'à présent sans réponses dans les pays occidentaux. La capacité actuelle de cette organisation terroriste de planifier et de réaliser des opérations extérieures devrait par conséquent être restreinte. Mais la motivation pour commettre de tels attentats devrait fondamentalement continuer à exister.

L'organisation de base de l'« État islamique » dispose tant au niveau du personnel que des moyens financiers d'importantes ressources. Elle s'est longtemps préparée à sa défaite : des cadres et des moyens financiers ont été transférés dans des lieux sûrs. Aujourd'hui, en Syrie et en Irak, l'« État islamique » est certes une organisation fragmentée et clandestine, mais qui dispose de structures intactes au niveau régional. Depuis la chute du califat, elle a perpétré des milliers d'attentats dans ces deux pays.

La comparaison entre les deux campagnes de propagande montre la fragmentation régionale progressive de l'« État islamique ».



Malgré les restrictions qui viennent d'être mentionnées, l'organisation de base de l'« État islamique » dispose de réseaux transnationaux très étendus. La Turquie joue à cet égard un rôle clé comme territoire de transit et de retrait. Un constat qu'atteste le fait que des représentants de l'« État islamique » ont à plusieurs reprises été interceptés ou tués à proximité immédiate de la frontière turque. Le ministre de l'Intérieur turc a confirmé publiquement en 2019 la présence accrue de djihadistes et une fréquence plus élevée de leurs activités dans son pays. La même année, l'« État islamique » a déclaré la Turquie comme une de ses « provinces ». D'autres provinces et groupes affiliés de l'« État islamique » ont substantiellement gagné en force, notamment des groupes en Afrique de l'Ouest. Peut être mentionné comme exemple d'une province émergente l'« État islamique dans le Grand Sahara ». L'organisation a étendu sa zone d'influence au Mali, au Niger et au Burkina Faso et renforcé ses capacités opérationnelles dans cette région en 2019. Une région qui est toutefois dominée par des groupes proches d'Al-Qaïda, et les affrontements avec ces groupes mettent en danger le renforcement des provinces de l'« État islamique ». L'« État islamique dans le Grand Sahara » entretient des liens avec la « Province d'Afrique de l'Ouest de l'État islamique ». Ces deux groupes restent toutefois autonomes l'un par rapport à l'autre. L'« État islamique dans le Grand Sahara » attaque principalement des cibles locales, mais aussi des forces de sécurité internationales et du personnel d'organisations humanitaires. Il cherche de plus à attaquer des cibles occidentales dans la région et il est responsable de l'enlèvement de citoyens d'États occidentaux.

La menace latente d'Al-Qaïda

Al-Qaïda est constituée d'un cercle de dirigeants, le noyau dur d'Al-Qaïda, et de groupes affiliés régionaux. Malgré une forte pression, l'ensemble de ce mouvement est extrêmement résistant. À ce jour, Al-Qaïda n'a cependant pas réussi à reprendre le rôle de leader au sein du mouvement djihadiste global. Pour commettre des attentats, le noyau dur d'Al-Qaïda, affaibli, est tributaire de ses groupes affiliés dont les forces et les capacités varient. Alors qu'Al-Qaïda dans le sous-continent indien dans la région Afghanistan-Pakistan-Cachemire n'a pour ainsi dire aucune capacité méritant d'être mentionnée, le groupe Al-Shabaab en Somalie ou le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans au Mali et au Burkina Faso disposent de capacités opérationnelles plus conséquentes et représentent aussi une menace pour des intérêts occidentaux dans leurs zones d'opérations. Les chefs des groupes affiliés régionaux déclarent certes en permanence leur volonté de perpétrer des attentats contre leurs

ennemis internationaux déclarés, mais leurs groupes ne sont que difficilement à même de réaliser des actions à l'extérieur de leurs zones d'opération à proprement parler. La seule exception est celle de l'attaque aux armes à feu en décembre 2019 contre une base militaire américaine en Floride présentant des liens avec Al-Qaïda dans la péninsule arabique au Yémen. Al-Qaïda n'a plus de groupes affiliés officiels en Syrie. On trouve cependant parmi les rebelles, qui combattent toujours le régime syrien, divers groupes proches d'Al-Qaïda. Dans leurs rangs combattent plusieurs centaines de partisans étrangers d'Al-Qaïda provenant du monde arabe, d'Asie et d'Europe. Si ces groupes devaient perdre leur territoire au profit du régime syrien, les combattants d'Al-Qaïda qui les composent se disperseraient dans d'autres pays.

Attentats en Europe

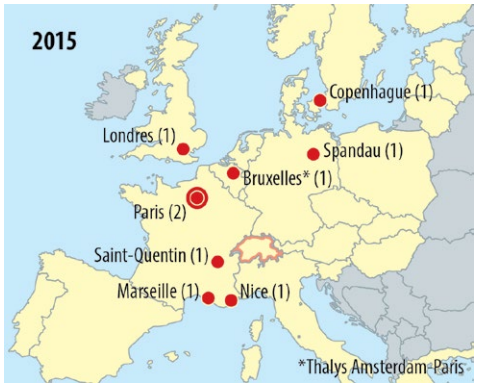
La fréquence des attentats terroristes pour motifs djihadistes en Europe a régulièrement diminué jusqu'en 2019. À l'inverse, dans le courant de la première moitié de 2020, plus d'actes de violence ont déjà été relevés, actes majoritairement perpétrés à l'arme blanche par des auteurs isolés. Parmi ces attentats terroristes figure probablement aussi le meurtre commis à Morges VD le 12 septembre 2020. Il s'agirait du premier attentat terroriste en Suisse après celui perpétré en 2011 contre Swissnuclear à Olten SO ainsi que de la première attaque à motivation djihadiste (voir à ce sujet « La sécurité de la Suisse » 2013, pp. 36–37).

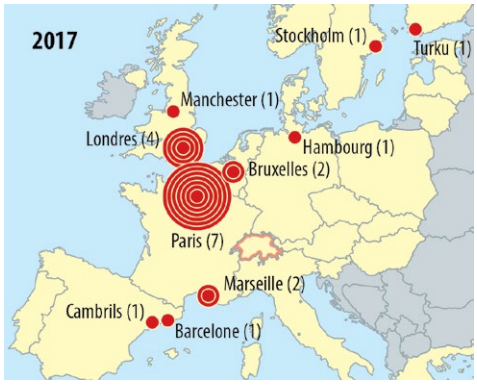
Ce faible nombre d'attentats réussis a été suivi en Europe de plusieurs arrestations de personnes soupçonnées de terrorisme, par exemple en décembre 2019 au Danemark, en janvier 2020 en France et en avril 2020 en Allemagne et en Espagne. Un nombre restreint d'attentats terroristes pour motifs djihadistes ne signifie donc pas en soi que la menace ait diminué, mais que cette baisse est aussi due à l'efficacité croissante des forces de sécurité.

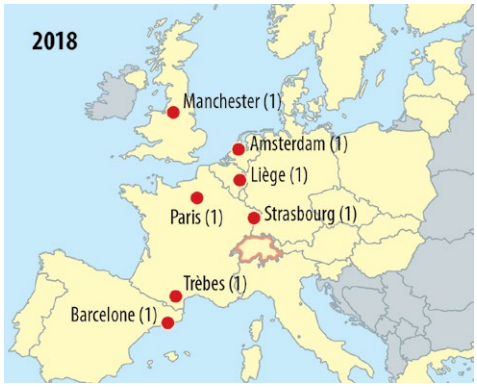
Sortie de prison de personnes radicalisées

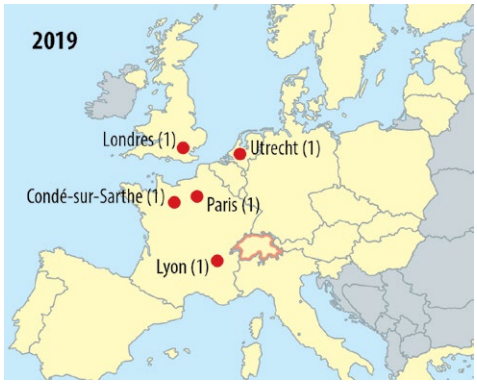
La thématique du traitement et de la gestion des personnes radicalisées sorties de prison préoccupe les autorités en Europe. Ces personnes ont certes purgé leur peine, mais elles peuvent toujours adhérer à l'idéologie djihadiste. La disponibilité à faire usage de violence en lien avec cette idéologie peut à l'occasion les inciter à commettre des actes terroristes. Dans les prisons européennes sont toujours incarcérés des centaines de djihadistes ainsi que des personnes qui se sont radicalisées pendant leur détention. La Suisse se trouve elle aussi confrontée à quelques personnes radicalisées sorties de prison.

Attentats terroristes pour motifs djihadistes en Europe (espace Schengen) depuis 2015
(entre parenthèses : nombre d'attentats)









La menace à l'égard de minorités dans le contexte européen

Ces dernières années, des attentats terroristes commis en Europe contre la communauté juive et récemment contre la communauté musulmane ont montré que des minorités peuvent devenir la cible de tels attentats. L'hostilité à l'égard d'Israël et des juifs est un des éléments déterminants de l'idéologie djihadiste sur laquelle s'appuient l'« État islamique » tout comme Al-Qaïda. Une menace correspondante émane aussi du Hezbollah libanais. En Suisse, le SRC n'a jusqu'à présent pas observé de changements marquants concernant une menace à l'encontre des minorités. Des attentats terroristes perpétrés par des auteurs isolés contre des minorités représentent toutefois un scénario réaliste et des personnes qui agissent pour des motifs d'extrême droite entrent également en ligne de compte (voir à ce sujet pp. 58–59).

Voyageurs à motivation djihadiste et personnes de retour au pays

Le dernier départ de Suisse d'une personne motivée par le djihad a été enregistré en 2017. Un nouveau territoire de djihad comme alternative possible à la Syrie ou à l'Irak n'est pas en vue actuellement. En outre, aucune personne motivée par l'idéologie djihadiste n'est revenue de Syrie ou d'Irak en Suisse depuis 2016. À quelques exceptions près, les 16 personnes rentrées en Suisse de la zone de conflit en Syrie et en Irak se comportent de façon discrète.

PKK

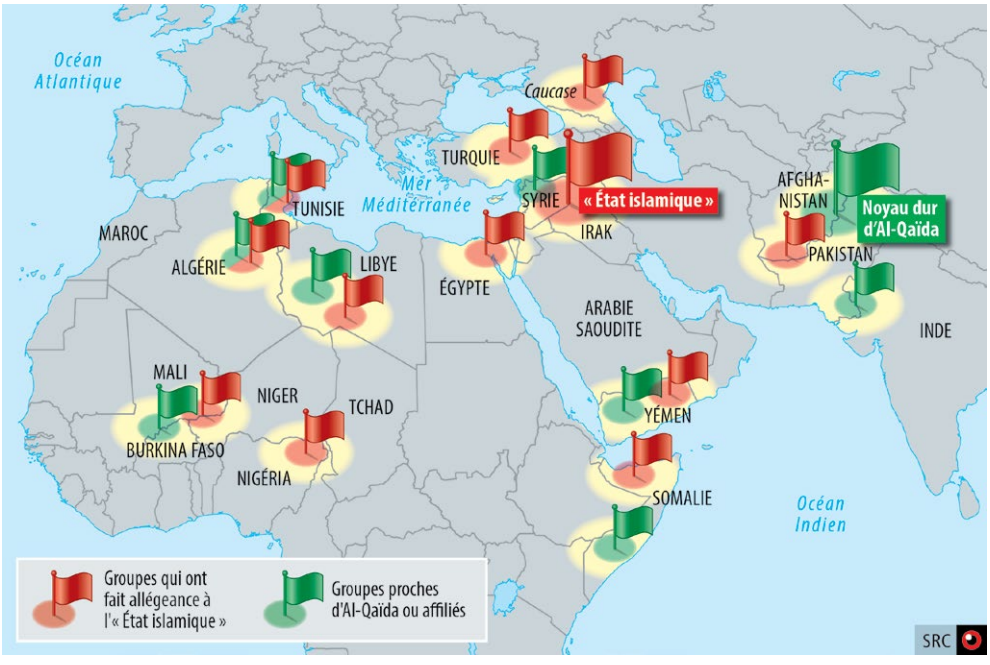
Avec l'offensive de la Turquie à la fin de 2019, les Unités de protection du peuple (YPG), la fraction kurde syrienne du PKK, ont perdu une partie de leur territoire factuellement autoadministré à l'est de l'Euphrate. C'est le retrait partiel des États-Unis qui a rendu cette offensive possible ; en 2018, la Turquie avait toutefois déjà repoussé le PKK du nord-ouest syrien. L'armée turque mène aussi en permanence des opérations contre le PKK en Turquie et au nord de l'Irak.

Malgré une situation tendue, le PKK se comporte en Europe avec pragmatisme. Dans la perspective d'atteindre son objectif d'être supprimé de la liste de l'UE des organisations terroristes, il s'en tient à son interdiction de recourir à la violence. Seuls quelques affrontements se sont produits en Europe entre manifestants kurdes et forces de l'ordre. En règle générale, des extrémistes de gauche violents ont été responsables des dégâts matériels commis lors de telles manifestations. En Suisse aussi, les dirigeants du PKK veillent au maintien de leur interdiction de faire usage de violence. Le PKK a par contre intensifié en Europe sa campagne de collecte de fonds et le recrutement.

Que prévoit le SRC ?

Hausse du pouvoir régional de l'« État islamique »

La pression des poursuites, les conséquences de la pandémie et l'état à l'intérieur de l'organisation de base de l'« État islamique » sont déterminants pour le développement de la situation. Le SRC considère comme scénario le plus vraisemblable que l'« État islamique » connaisse, particulièrement en Irak, une nette augmentation de son pouvoir et gagne en marge de manœuvre sans toutefois conquérir des territoires. L'organisation de base de l'« État islamique » profite pour ce faire d'une baisse de la pression des poursuites et des conséquences de la pandémie, elle se concentre sur ses adversaires régionaux et, comme le font aussi les groupes régionaux de l'« État islamique » tels que les groupes en Afrique de l'Ouest, met l'accent sur des agendas régionaux. La menace en Europe émane par conséquent d'activités que l'organisation de base de l'« État islamique » n'organise pas elle-même. Dans ce contexte, le statu quo serait le scénario le plus optimiste pour le monde. Mais il y a aussi des scénarios plus pessimistes si la pandémie affaiblit l'ordre dans des territoires avec une présence élevée de l'« État islamique » et qu'une paupérisation et des tensions sociales poussent les personnes dans les bras de l'organisation terroriste ou si des combattants détenus peuvent en masse échapper à leur internement. Un tel gain de marge de manœuvre pourrait aboutir au fait que l'organisation en Irak ou d'autres

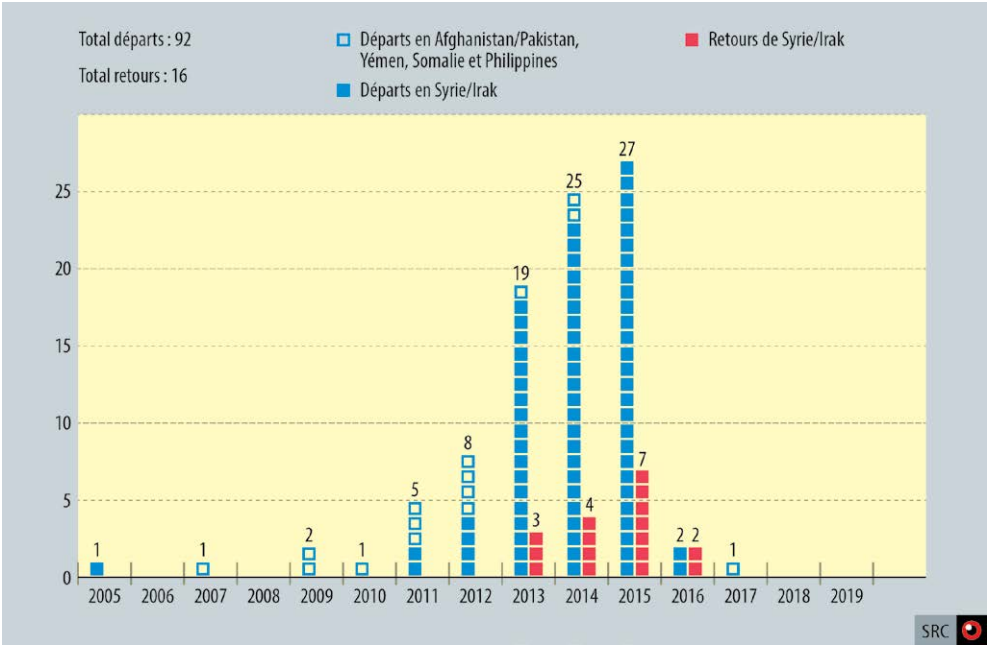


groupes régionaux de l'« État islamique » réussissent à rétablir d'importantes capacités pour des opérations extérieures. Quelques attentats terroristes très commentés dans les médias pourraient inspirer dans le monde des individus à reproduire de tels actes.

La menace de djihadistes de retour au pays

La question de savoir si, comment et quand des voyageurs à motivation djihadiste reviendront de Syrie en Suisse dépend des développements de la situation sur place ainsi que de la politique de rapatriement et des agendas d'autres États et acteurs politiques. Comme peu de voyageurs à motivation djihadiste de nationalité suisse séjournent en Syrie, la Suisse ne sera confrontée qu'à un petit nombre de tels individus revenant au pays. Leur déradicalisation et réintégration dans la société suisse pourraient prendre beaucoup de temps et dans certains cas être même vouées à l'échec. Ils pourraient rester fidèles à l'idéologie djihadiste, radicaliser leur entourage et planifier, organiser et commettre des attentats terroristes. De plus, certains individus revenant au pays pourraient avoir acquis de l'expérience au combat et des capacités spécifiques qu'ils seraient à même d'utiliser pour des activités terroristes.

Voyageurs à motivation djihadiste



Il ne faut pas non plus négliger le risque à long terme que représentent des personnes revenues du djihad qui se déplacent d'un État à l'autre et qui se connectent entre elles. Des intérêts concernant la sécurité de la Suisse peuvent par conséquent aussi être concernés par des individus de retour du djihad provenant d'autres pays européens.

Le défi que posent les détenus radicalisés sortis de prison

La façon de gérer et de traiter les détenus radicalisés sortis de prison reste un défi de taille. La situation est notamment préoccupante en France, mais aussi dans les Balkans occidentaux, où beaucoup de djihadistes sortiront de prison dans les années à venir. Il ne faut pas sous-estimer le fait que de mauvaises conditions de détention peuvent favoriser le phénomène de la radicalisation. Une stigmatisation comme ex-détenus pourrait rendre leur réintégration dans la société encore plus difficile. Comme le montrent les attaques commises à l'arme blanche à Londres le 29 novembre 2019 et le 2 février 2020, un potentiel de violence à prendre au sérieux existe auprès des personnes radicalisées sorties de prison. Après avoir purgé leur peine, ces personnes ne peuvent pas être surveillées en permanence – en Suisse non plus. De plus, une décision d'expulsion ne peut parfois pas être appliquée même si elle est entrée en force.

La propagande djihadiste continue

L'« État islamique » en particulier va continuer à influencer ses sympathisants par le biais de sa propagande en ligne, et cela même si des contremesures prises par des autorités et des entreprises internet privées la rendent plus difficile. Toutefois, le succès de la propagande de cette organisation se fonde essentiellement sur ses succès visibles – plus l'« État islamique » agit avec succès, plus sa propagande a de l'impact. Un autre élément préoccupant sera celui de l'échange croissant de savoir-faire sur l'internet, par exemple sous forme d'instructions pour des actes terroristes. En Suisse, les utilisateurs de l'internet continueront à échanger leurs opinions, principalement cryptées, sur des thèmes ayant trait au djihadisme, et cela à l'aide de réseaux sociaux tels que Telegram.

La Suisse en tant que cible possible d'attentats

La Suisse fait partie du monde occidental considéré par les djihadistes comme hostile à l'islam et représente donc, de leur point de vue, une cible légitime. Ce sont toutefois les États qui jouent un rôle marquant dans la lutte contre les groupes

djihadistes qui se trouvent en tête de leurs cibles, et leurs intérêts pourraient aussi être attaqués sur le territoire suisse. La menace pesant sur la communauté juive reste très dépendante des développements géopolitiques, en particulier du conflit entre le Hezbollah et Israël ou entre ce dernier et l'Iran. L'utilisation de violence contre la communauté musulmane ou contre ses lieux de prière est possible. Des articles critiques concernant les musulmans dans les médias, des attentats contre des cibles musulmanes ou la discrimination de musulmans sont à même de créer une dynamique mobilisatrice au sein des milieux islamistes. Au gré des événements, la Suisse pourrait ainsi se retrouver soudain dans la ligne de mire de réseaux djihadistes. Tant la communauté juive que la communauté musulmane sont soumises à des risques supplémentaires (voir à ce sujet le chapitre « L'extrémisme violent de droite et de gauche »).

Des intérêts suisses, à l'étranger aussi, peuvent continuer à être concernés par des actes de violence terroristes. De même, des citoyens suisses peuvent être victimes d'attentats terroristes ou d'enlèvements à l'étranger.

La menace djihadiste pesant sur la Suisse reste élevée

Compte tenu de l'évolution de la situation présentée plus haut, la menace terroriste qui pèse sur la Suisse reste élevée. Il faut partir du principe que des attentats sont possibles. L'éventail des scénarios à ce sujet est vaste car la menace terroriste s'avère de plus en plus diffuse. En Suisse, des attentats avec peu d'efforts organisationnels et logistiques contre des cibles dites faciles (par exemple infrastructures routières, rassemblements de personnes) restent la menace la plus probable. De tels attentats pourraient être commis notamment par des auteurs isolés ou de petits groupes, parmi lesquels figurent aussi un nombre croissant de personnes dont la radicalisation et l'inclination à la violence se fondent sur des crises personnelles ou des problèmes psychiques plutôt que sur des convictions idéologiques. La fréquence de tels actes de violence, qui ne présentent qu'un lien marginal avec l'idéologie ou des groupes djihadistes, restera en général constante ou pourrait même s'accroître. Un défi particulier est donc de déceler à temps des personnes qui sont en passe de planifier ou de perpétrer un attentat terroriste sans être liées – ou en marge seulement – au milieu islamiste local. Les autorités en charge de la sécurité sont aussi fortement sollicitées par des auteurs isolés qui planifient ou commettent un attentat de manière spontanée ou avec peu d'efforts logistiques.

Le PKK va poursuivre sa stratégie actuelle

Le PKK, durablement affaibli, devrait surtout manquer actuellement de moyens pour commettre des attentats terroristes en Turquie. Il faut cependant toujours s'attendre à des attaques du PKK contre des cibles militaires ou policières dans la région. Les dirigeants du PKK, pour des raisons d'image, vont dans ce cas continuer à éviter des victimes civiles et, le cas échéant, en rendre responsables d'autres groupes. Des touristes occidentaux en Turquie ne sont pas des cibles d'attentats du PKK, mais peuvent en devenir les victimes. Des Kurdes qui voyagent en Turquie sont menacés par des mesures coercitives de l'État turc.

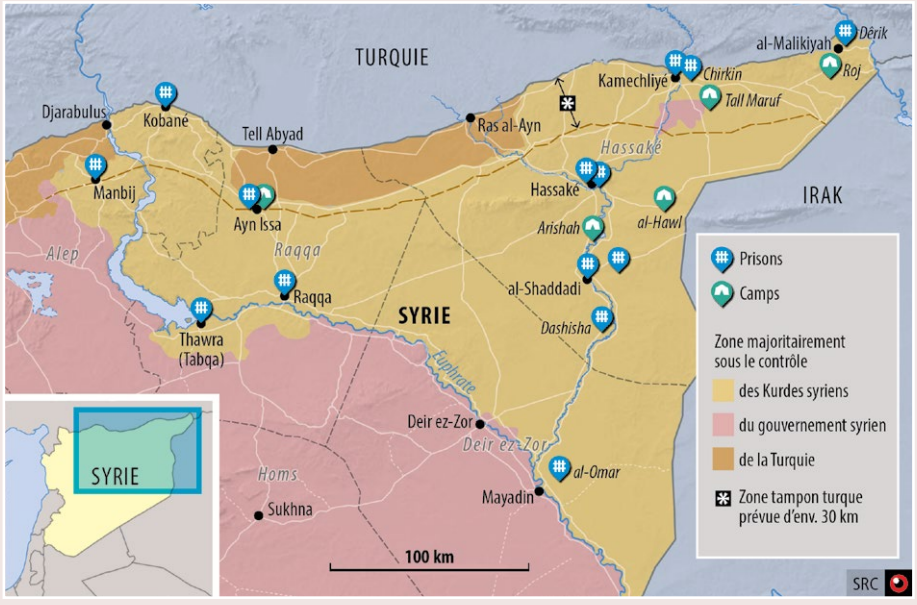
La stratégie du PKK de renoncer à la violence en Europe n'est pas à même d'éviter des actions individuelles ni des affrontements sporadiques déclenchés par exemple par des provocations. En Suisse aussi, les cibles possibles d'attaques du PKK restent, à côté des représentations officielles protégées, les mosquées, les associations, les résidences et les sièges d'entreprises turques. En Europe, le PKK continuera si possible à manifester sans violence mais aussi à intensifier sa collecte de dons et ses efforts de recrutement.

En règle générale, ce sont des extrémistes de gauche qui sont responsables d'usage de violence en rapport avec le Rojava. Une revendication de cet incendie criminel a été publiée sur le site internet de l'organisation Revolutionärer Aufbau (Reconstruction révolutionnaire). Berne, septembre 2019

Avenir incertain pour les combattants de l'« État islamique » en détention

Des milliers d'anciens combattants de l'« État islamique » sont actuellement détenus, en partie avec leurs proches, en zones kurdes ou en Irak. En Syrie seulement, les combattants de l'« État islamique » arrêtés seraient plus de 10 000. Ces personnes représentent un véritable foyer de risques et leur avenir est incertain. La situation instable dans les territoires syriens administrés par les Kurdes et en Irak offre des conditions-cadre particulièrement défavorables pour le traitement de ces détenus, que ce soit de la part des autorités locales ou des pays d'origine des détenus étrangers. La pression politique et militaire exercée sur les Kurdes au nord-est de la Syrie ne va pas diminuer. L'Irak, dévasté par la guerre, est secoué par d'âpres crises politiques intérieures et des flambées de violence. La situation dans les prisons et les camps d'internement dans lesquels sont détenus des combattants de l'« État islamique » et les membres de leurs familles est instable. Des évasions, des mises en liberté et des révoltes de combattants de l'« État islamique » et de membres de leurs familles arrêtés se sont de plus produites à plusieurs reprises en 2019. L'« État islamique » poursuit également ses efforts pour

Nord-est de la Syrie : prisons et camps dans lesquels sont détenus ou rassemblés des combattants et des partisans de l'« État islamique » ainsi que les membres de leurs familles.



libérer ses membres, ses partisans et les membres de leurs familles. Tôt ou tard, beaucoup d'entre eux pourraient à nouveau se joindre à leur mouvement djihadiste d'origine, soit par manque de perspectives, soit en raison de l'échec d'une réintégration ou à la suite d'une radicalisation ultérieure pendant une détention en conditions souvent très difficiles.

Cette situation concerne aussi plusieurs centaines d'adultes provenant de pays européens qui se trouvent – souvent avec des enfants et des proches – dans des prisons ou des camps en Syrie et en Irak. On compte aussi quelques citoyens de nationalité suisse parmi eux. La problématique d'éventuels futurs retours au pays de ces personnes détenues en Syrie et en Irak a fait l'objet dans toute l'Europe d'une attention très soutenue des milieux politiques. Le 8 mars 2019, le Conseil fédéral a fixé des objectifs et des stratégies pour ces voyageurs à motivation terroriste. Un des éléments essentiels de cette stratégie est d'empêcher un retour en Suisse incontrôlé des personnes concernées. Un autre principe en est de ne pas soutenir activement le retour de voyageurs à motivation djihadiste.

L'extrémisme violent de droite et de gauche

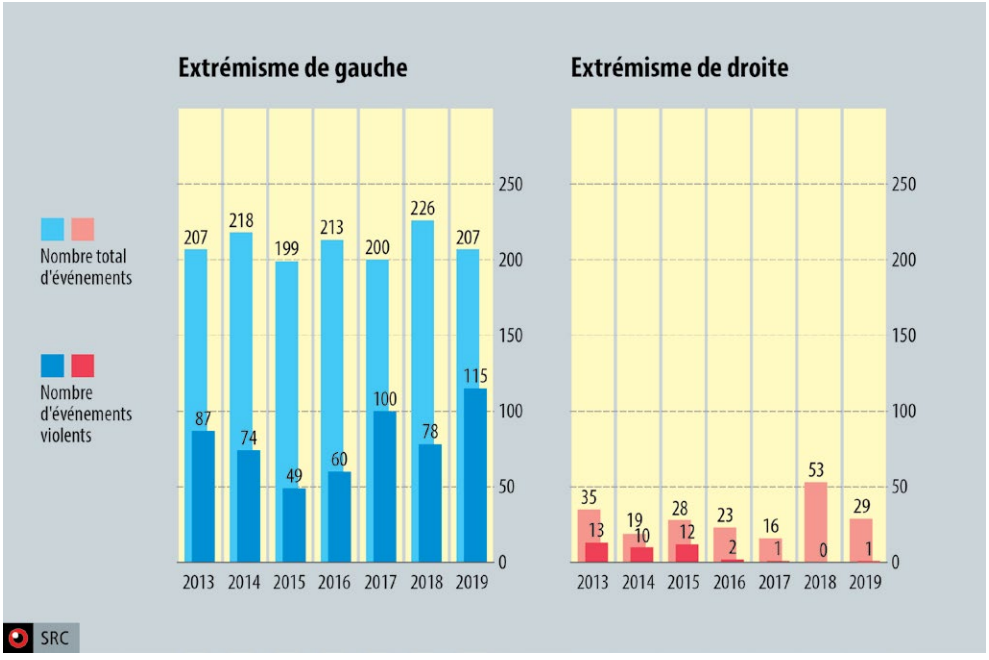
Résultat de l'appréciation du SRC

Événements et potentiel de violence

En 2019, le SRC a eu connaissance de 29 événements dans le domaine de l'extrémisme violent de droite, soit une réduction de près de la moitié par rapport à 2018, et de 207 dans celui de l'extrémisme de gauche, un niveau tout juste inférieur à l'année précédente. Les actes de violence imputables à l'extrême droite ont été rares, comme lors des années précédentes, tandis que pour l'extrême gauche, la proportion d'événements associés à des violences est passée d'un bon tiers à plus de la moitié. Le potentiel de violence persiste dans les deux milieux.

L'intensité de la violence d'extrême gauche continue d'aller jusqu'à des incendies criminels et l'utilisation de dispositifs explosifs ou incendiaires non conventionnels (DEINC). Lors d'affrontements entre des extrémistes de gauche et des forces de sécurité – par exemple dans le cadre de manifestations –, le risque d'atteinte à l'intégrité corporelle et à la vie, en particulier en ce qui concerne les forces de sécurité mais aussi les membres d'autres organisations d'intervention d'urgence, est assumé par les extrémistes de gauche violents, voire recherché ouvertement dans certains cas.

Les événements motivés par l'extrémisme de droite ou de gauche annoncés au SRC depuis 2013 (sans les barbouillages)



Des violences d'extrême droite en lien avec des affrontements avec des extrémistes de gauche n'ont été constatées qu'en Suisse romande. L'opposition entre ces deux milieux peut toutefois encore être observée dans toute la Suisse. Les milieux d'extrême gauche en particulier réagissent rapidement sous la bannière « Antifa » lorsqu'ils considèrent que des extrémistes de droite se montrent en public. Des provocations mutuelles sont constatées dans certains contextes. En cas d'usage de la violence, celle-ci émane principalement de l'extrême gauche à l'heure actuelle.

Les deux milieux entretiennent des contacts avec l'étranger – les restrictions physiques dues aux mesures de lutte contre la pandémie n'y ont rien changé ou ont parfois interrompu les contacts de manière temporaire uniquement. En 2019, des extrémistes de droite violents se sont ainsi rendus depuis la Suisse à des concerts et événements dans toute l'Europe. Les deux grandes organisations internationales de skinheads *Blood and Honour* et *Hammerskins* permettent, facilitent ou renforcent non seulement les contacts individuels mais aussi la collaboration, comme en témoignent les échanges réguliers entre des extrémistes de droite suisses et les trois groupes d'extrême droite dissous en France début 2019. Leur dissolution n'a cependant pas provoqué de transfert des activités en Suisse. Rien n'indique que des ressortissants d'États voisins établis en Suisse utilisent systématiquement le pays comme lieu de repli pour des activités qu'ils ne peuvent plus mener à l'étranger. En ce qui concerne l'extrême gauche, il convient de mentionner le *Secours Rouge International*, au sein duquel l'organisation *Revolutionärer Aufbau Schweiz, RAS* (Reconstruction révolutionnaire suisse) continue de jouer un rôle majeur. La solidarité avec des groupes d'extrême gauche turcs et le PKK revêt une importance particulière, car les milieux d'extrême gauche se sont fortement focalisés sur les zones autoadministrées par les Kurdes en Syrie. Des extrémistes de gauche violents de nombreux États européens, dont la Suisse, se sont personnellement rendus dans ces zones au cours des dernières années.

Extrémisme de droite violent

En Suisse, le tableau des milieux d'extrême droite est devenu plus flou depuis le rapport de situation de l'année dernière, mais l'on ne saurait parler d'un renouveau. Ce constat confirme surtout la présomption formulée à l'époque d'un repli dans l'ombre de l'extrémisme de droite violent en Suisse.

Néanmoins, les activités qui marquaient déjà le tableau de l'année dernière subsistent. Certains groupes de Suisse romande ont organisé des soirées à thème ou sont apparus sur le devant de la scène dans le cadre de brèves actions. Des provocations

publiques restent largement exclues en Suisse romande comme dans le reste du pays. Depuis quelques temps, les milieux d'extrême droite ont davantage tendance à organiser des événements dans les locaux où sont implantés leurs groupes ou, dans la mesure du possible, dans des locaux à l'écart appartenant à des membres ou à des personnes connues dans ces milieux.

Leur attitude varie toutefois fortement d'un lieu à l'autre et dépend de l'évaluation des possibilités que les extrémistes de droite violents ont de rester anonymes ou de ne pas être inquiétés. Les thématiques traitées par les milieux d'extrême droite sont variées. Les soirées organisées sont notamment l'occasion d'assister à une présentation sur le thème du déclin de l'Occident ou de l'hégémonie de la pensée de gauche, ou encore de revenir sur des événements historiques en Suisse – loin de toute manifestation officielle –, mais aussi de célébrer des coutumes païennes comme le solstice. Si des événements comme la pandémie de Covid-19 ou des théories du complot servant de modèles explicatifs s'intègrent sans difficulté dans la pensée, déjà diffuse, de l'extrémisme de droite, ils n'ont guère contribué à mobiliser davantage en Suisse jusqu'à présent.

En cas de lien avec la violence, les concerts faisant intervenir des groupes étrangers appartenant à ces milieux peuvent être largement empêchés au moyen d'interdictions d'entrée en Suisse. Il est plus important encore, car potentiellement lié à l'usage de la violence, de souligner que des membres de ces milieux s'entraînent à

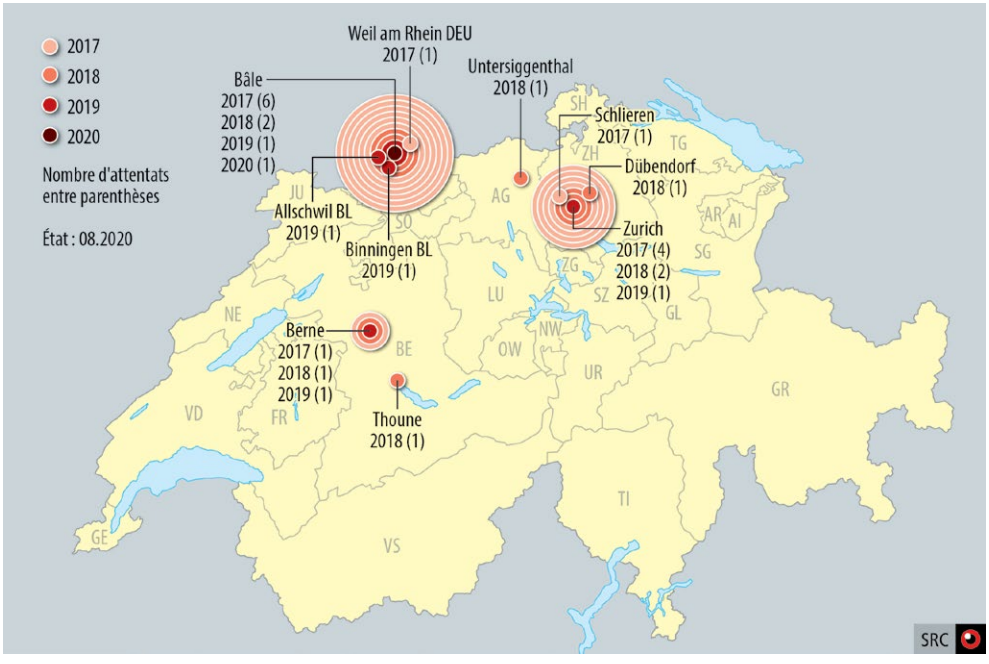
Provocation de l'extrême droite : sur les réseaux sociaux a circulé une vidéo qui montre le feu bouté à une banderole provenant d'une manifestation de l'alliance « Buntes Schwyz ». Avril 2019

des sports de combat et que des indices font état de collections d'armes fonctionnelles, dont des armes à feu accompagnées de grandes quantités de munitions.

Extrémisme de gauche violent

Les extrémistes de gauche violents traitent d'une multitude de thématiques. Si de leur point de vue, le contexte actuel dans son ensemble se prête à la critique, ils fixent des priorités en inscrivant leurs actions de protestation dans le cadre de campagnes. Ils désignent publiquement les principales cibles de leurs attaques, se fixent des objectifs concrets, et leurs actions visent moins à revêtir une dimension symbolique qu'à produire un impact direct. Depuis plusieurs années, les milieux d'extrême gauche violents mènent deux campagnes : l'une contre la répression étatique et l'autre contre la « machine à expulser ». La campagne contre la répression étatique vise en particulier à empêcher la construction de la prison de Bässlergut à Bâle et du centre de police et de justice de Zurich. Des incendies criminels ont été perpétrés dans le cadre des deux campagnes, celle contre la répression étatique s'étant aussi distinguée par une attaque au moyen d'un DEINC. Une tentative d'attaque à l'aide d'un DEINC a par ailleurs été constatée en lien avec la thématique

Attaques incendiaires dans le cadre de la campagne contre la répression depuis 2017



la plus importante à l'heure actuelle aux yeux des extrémistes de gauche violents : les zones kurdes autoadministrées (Rojava), et plus particulièrement la solidarité avec les Kurdes. Outre un grand nombre d'actions violentes comme des attaques à la peinture, des incendies criminels ont également été perpétrés dans ce contexte, notamment en réaction à l'incursion de l'armée turque dans le nord de la Syrie. Cet événement a également été à l'origine d'une campagne visant des sociétés qui, selon ces milieux, soutiennent la guerre menée par la Turquie contre les Kurdes.

En parallèle de leurs campagnes, ces milieux réagissent aussi à l'actualité quotidienne, notamment en tentant d'instrumentaliser des événements pour servir leur cause, tout en traitant d'autres occasions ou événements de la manière habituelle. La grève des femmes mi-juin 2019 illustre ce phénomène. Durant les mois ayant précédé cet événement notamment, des extrémistes de gauche enclins à la violence ont eux aussi abordé la question de la place de la femme dans la société à travers des actions et des manifestations accompagnées de violences dans certains cas. Ce thème est désormais ancré comme un enjeu important au sein de ces milieux, et des manifestants sont très vite redescendus dans les rues pour soutenir cette cause à l'issue du confinement. Dans le même temps, les premières manifestations *Black Lives Matter* ont été organisées en Suisse. Les thèmes du racisme et de la violence policière/la répression tiennent particulièrement à cœur aux milieux d'extrême-gauche. Si les extrémistes de gauche zurichois ont effectivement réussi à prendre les commandes de la première manifestation de ce type à Zurich, leur tentative s'est soldée par un échec la fois suivante. Dans les deux cas, ces individus se sont distingués par un comportement particulièrement agressif et violent, notamment à l'encontre des agents de police. Lors de la deuxième manifestation, d'autres participants ont formé un cordon devant les agents afin de les protéger.

La Fête du travail ainsi que le Forum économique mondial (*World Economic Forum, WEF*) à Davos constituent les deux rendez-vous incontournables des milieux d'extrême gauche. De fait, les autorités se voient contraintes d'adopter des mesures de prévention et de sécurité afin de contenir la violence d'extrême gauche. Elles empêchent régulièrement la tenue de manifestations violentes en marge de la Fête du travail. Si le déroulement du WEF 2020 a été largement pacifique, les extrémistes de gauche violents ont provoqué des dégâts matériels pour un montant approchant les 200 000 francs, perpétré une attaque au moyen d'un DEINC et blessé un policier ainsi qu'une passante non impliquée dans le cadre d'une manifestation autorisée à Zurich.

Que prévoit le SRC ?

Extrémisme de droite violent

Médias, autorités et milieux d'extrême gauche continuent d'accorder de l'attention à l'extrême droite et à ses activités. Dès lors, tout extrémiste de droite doit tabler sur des conséquences personnelles s'il est identifié comme tel ou accusé d'appartenir à cette mouvance, ou encore censé avoir des liens avec des événements motivés par l'extrême droite. Les raisons de rester discrets sont donc toujours d'actualité pour de nombreux membres de ces milieux. Il est probable que l'extrême droite continue d'agir dans le plus grand secret.

En dépit de leur potentiel de violence, aucune tendance à un recours accru à la violence, voire aux activités terroristes, ne se développe en ce moment au sein des milieux d'extrême droite en Suisse, ce qui marque une nette différence avec les développements observés dans d'autres États, notamment l'Allemagne, malgré une grande variété de relations avec ce pays. Des auteurs isolés inspirés par l'extrême droite ont ainsi perpétré plusieurs attaques terroristes visant des minorités en Allemagne (voir à ce sujet pp. 58–59). De telles attaques sont également possibles en Suisse. Le SRC estime que des individus isolés agissant en dehors des structures d'extrême droite connues, mais disposant potentiellement de réseaux plus ou moins développés sur les médias sociaux (y compris à l'international), font peser une menace plus sérieuse que les groupes d'extrême droite. Ces attentats ne devraient nécessiter que de faibles moyens logistiques.

Les développements dans d'autres États sont susceptibles d'influencer les milieux d'extrême droite en Suisse. Il convient de s'attendre à ce que la Suisse aussi soit de plus en plus concernée par de nouveaux phénomènes comme l'idéologie *SIEGE* (« assiègement » en anglais) ou des groupes peu organisés comme l'*Atomwaffen Division* ou encore la *Feuerkrieg Division*. Actuellement, les extrémistes de droite ne disposent d'aucun sujet d'actualité auquel se rattacher, ni d'une stratégie. Ils devraient continuer à faire preuve de retenue en ce qui concerne le recours à la violence, pour autant qu'une forte augmentation des chiffres de l'immigration ou une attaque d'inspiration djihadiste par exemple ne jouent pas le rôle de déclencheur. Il se pourrait que les milieux d'extrême droite réagissent localement plus vivement aux méthodes de la mouvance Antifa, voire passent eux-mêmes à l'action, mais de telles actions seraient spontanées et n'impliqueraient pas de grands préparatifs spécifiques.

Extrémisme de gauche violent

L'approche des milieux d'extrême gauche violents ne devrait que peu évoluer. S'ils sont toujours à la recherche de mouvements de grande ampleur afin d'en exploiter les thématiques et protestations pour servir leurs propres intérêts, leurs tentatives d'instrumentalisation se sont soldées par des échecs, tant en ce qui concerne les *Gilets jaunes* que le mouvement pour le climat ou encore *Black Lives Matter*. L'extrême gauche violente devrait donc poursuivre ses campagnes en cours sans définir de nouvelles priorités, à moins qu'une occasion ne se présente.

L'extrémisme de gauche violent se distingue principalement par le fait qu'il n'est pas une mouvance monolithique : communistes et anarchistes ont en effet chacun leur propre conception de l'avenir, et les diverses thématiques ne mobilisent pas tous ses membres. Le rapport à la violence comprend à la fois la propension à la cautionner dans certains contextes et le propre usage de la violence, allant des dégâts matériels aux incendies criminels comme aux atteintes à l'intégrité corporelle et à la vie. Même s'il n'est vraisemblablement pas fait usage d'armes à feu et qu'il ne le sera pas non plus à l'avenir, quelques armes au moins sont présentes au sein de la mouvance. Le potentiel de violence est accru par les situations et contextes suivants :

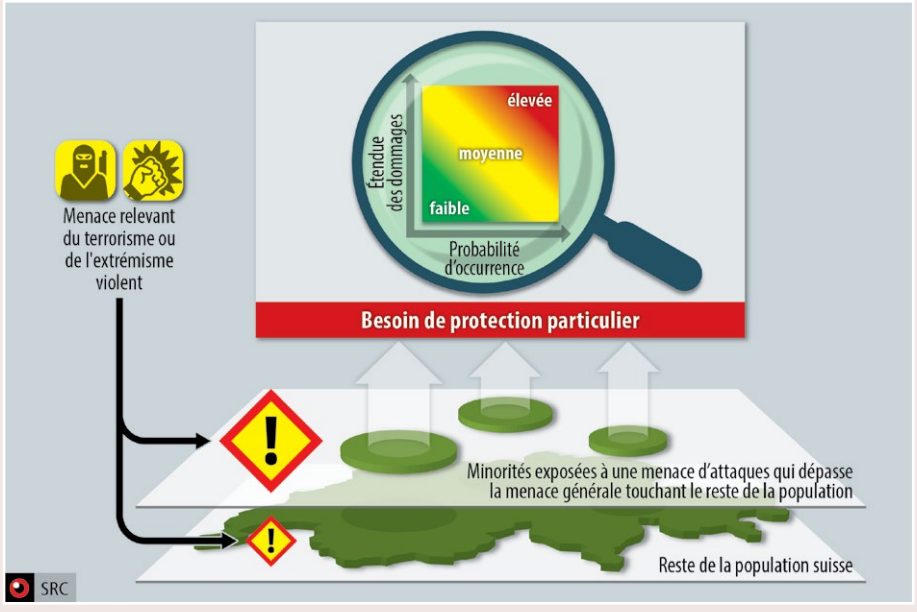
- Rassemblements de personnes : ils offrent aux extrémistes de gauche violents la possibilité de passer à l'acte sous couvert de la foule. Le potentiel d'agression à l'encontre des forces de l'ordre reste particulièrement élevé. L'approche violente est connue.
- Campagnes : elles entraînent une multiplication des activités. Le recours à la violence est plus ciblé et, dans certains cas, ne vise pas uniquement à revêtir un caractère symbolique ou à provoquer des dégâts, mais aussi à commettre des actes de sabotage.
- Anarchisme : les anarchistes font preuve de davantage de violence que les extrémistes de gauche d'orientation marxiste-léniniste, mais sont considérablement moins bien organisés.

Des mouvements plus vastes, à l'instar du mouvement pour le climat ou des activistes de *Black Lives Matter*, vont prendre leurs distances avec les acteurs violents, malgré le fait que les extrémistes de gauche abordent aussi bien la cause environnementale que le racisme et les violences policières. Reste à savoir si la meilleure interconnexion des extrémistes de gauche violents à la suite des séjours dans la zone de guerre syrienne aura un impact sur la lutte conjointe contre le « système » en Europe, et si oui, comment.

Minorités ayant un besoin de protection particulier

Une minorité installée en Suisse a un besoin de protection particulier lorsqu'elle est exposée à une menace d'attaques relevant du terrorisme ou de l'extrémisme violent qui dépasse la menace générale touchant le reste de la population. Le SRC est chargé d'apprécier cette menace en vertu de l'Ordonnance sur les mesures visant à promouvoir la sécurité des minorités ayant un besoin de protection particulier (OSMP) et en consultation avec les autorités de sécurité cantonales et communales compétentes. L'OSMP règle l'octroi par la Confédération d'aides financières à des organisations qui mettent en œuvre des mesures en Suisse en vue de protéger certaines minorités contre des attaques relevant du terrorisme ou de l'extrémisme violent. L'exécution de l'OSMP incombe à l'Office fédéral de la police.

Parmi les minorités constituées par leur mode de vie, leur culture, leur religion, leurs traditions, leur langue ou leur orientation sexuelle, les communautés juive et musulmane ont un besoin de protection particulier à l'heure actuelle en Suisse. La menace accrue qui pèse sur le grand public a trois sources : le djihadisme sunnite, divers acteurs chiites et l'extrémisme de droite.



Actes de violence de l'extrême droite visant des minorités

Les extrémistes de droite rejettent la présence de minorités politiques, religieuses et sexuelles. Les attaques motivées par l'extrême droite perpétrées en Europe, aux États-Unis et en Nouvelle-Zélande démontrent la menace accrue qui pèse sur les communautés juive et musulmane. En 2019, plusieurs attentats terroristes motivés par l'extrême droite ont été perpétrés contre des minorités dans le monde :

- Christchurch (Nouvelle-Zélande), 15 mars 2019 – un citoyen australien attaque deux mosquées, tuant plus de 50 personnes et en blessant autant. Son acte présente des liens avec l'attentat d'Anders Breivik commis en Norvège en 2011. L'auteur a en outre fait référence au suprémacisme blanc, idéologie d'extrême droite. Il s'était notamment rendu en Europe par le passé.
- Poway (Californie, États-Unis), 27 avril 2019 – un citoyen américain tue une personne dans une synagogue et fait plusieurs blessés. Il a notamment mentionné l'auteur de l'attentat de Christchurch.
- Bærum (Norvège), 10 août 2019 – un citoyen norvégien armé est arrêté après avoir pénétré dans une mosquée. Il avait auparavant assassiné sa demi-sœur.
- Halle (Allemagne), 9 octobre 2019 – après avoir échoué à pénétrer dans une synagogue, un citoyen allemand tue deux personnes à proximité du lieu de culte.

Outre le fait d'avoir ciblé des minorités, ces attentats présentent plusieurs points communs. Ils sont tous l'œuvre d'auteurs isolés, bien que présentant des liens – en particulier sur l'internet – avec les milieux d'extrême droite ou à tout le moins cultivant des idées d'extrême droite. Plusieurs auteurs ont fait référence à leurs prédécesseurs. Les attaques peuvent amener des individus radicalisés et/ou présentant des troubles psychiques à commettre eux-mêmes ce type d'acte.

Prolifération

Résultat de l'appréciation du SRC

Les armes de destruction massive comme moyens de dissuasion

L'attrait des armes de destruction massive reste élevé. Pour une puissance régionale telle que la Corée du Nord, la capacité de menacer le territoire d'une puissance supérieure dans le cadre d'un conflit régional revêt précisément une importance cruciale, car elle permet de limiter la capacité d'intervention adverse et de garantir la propre survie du régime. Contre un adversaire possédant l'arme nucléaire mais qui est inférieur sur le plan des armes conventionnelles une situation de statu quo est, aussi du point de vue d'une puissance supérieure, le but le plus raisonnable et doit donc être visé.

En 2019, dans le cadre du conflit dans le golfe Persique, on a observé la mécanique des contextes d'escalade, contre lesquels les armes de destruction massive ou les moyens asymétriques servent de garantie. En tant qu'adversaire des monarchies du Golfe, l'Iran a pris de gros risques lorsqu'il a commencé à attaquer avec des moyens militaires les artères économiques vitales de ses contradicteurs. Une puissance régionale pourrait plus facilement ou précocement prendre un tel risque si elle disposait réellement d'une capacité de dissuasion stratégique.

Les systèmes d'armes utilisés lors de l'attaque contre les installations pétrolières saoudiennes peuvent être fabriqués à l'aide de matériaux civils disponibles dans le commerce, ce qui est un autre exemple indiquant dans quelle direction la problématique des biens à double usage s'est développée au cours des dernières années. Par le passé, dans de nombreux secteurs, les besoins militaires ont été les moteurs de développements qui ont par la suite aussi été utilisés pour des produits civils. Aujourd'hui, le domaine civil est plus important et le secteur militaire adapte de nouvelles technologies issues du civil pour poursuivre ses propres ambitions. Des pays comme la Chine comprennent ce que signifie une dynamique plus marquée dans le secteur civil pour le développement de leurs forces armées et créent de manière ciblée des réservoirs pour le transfert de technologies vers ces dernières. L'industrie suisse doit en tenir compte lors de coopérations.

La Suisse, cible des pays proliférants

La Suisse est innovante, son industrie et ses hautes écoles bénéficient d'une excellente réputation, raisons pour lesquelles elle est aussi une cible privilégiée des pays proliférants. Cette dynamique se renforce dans la compétition entre grandes puissances et lors du développement de nouveaux systèmes d'armes. C'est là que se rencontrent une fois de plus les thèmes que sont la prolifération, l'espionnage et les cybermenaces, puisqu'ils poursuivent des objectifs similaires.

La prolifération comme phénomène à long terme

La prolifération est un phénomène à long terme. Comme mentionné plus haut, le développement technologique civil domine aujourd'hui également, dans de nombreux secteurs, les progrès dans le domaine militaire, ce qui induit l'irruption d'autres pays dans le développement économique de la Suisse. Ces pays cherchent à accéder aux vecteurs de technologies-clés qui servent également à une utilisation militaire au sens large, grâce auxquelles il leur est par exemple possible de réduire les dépendances vis-à-vis de pays ennemis et de renforcer au besoin leur aptitude propre à mener le combat. De tels détenteurs de technologies sont souvent aussi les mêmes entreprises dont le succès économique de la Suisse dépend à long terme.

Le 2 juillet 2020, un bâtiment du complexe iranien d'enrichissement d'uranium de Natanz a presque totalement été détruit. L'Iran a annoncé qu'il allait remplacer cette halle – ces efforts pourraient aussi être ressentis en Suisse sous la forme d'activités pertinentes du point de vue de la prolifération.

29.06.2020 (WorldView3)

08.07.2020 (WorldView3)

Que prévoit le SRC ?

Poursuite de conflits existants

Deux conflits existants liés à la non-prolifération vont s'accentuer à nouveau. La Corée du Nord termine sa phase de « patience stratégique » avec les États-Unis et va revenir à un comportement plus provocateur si les États-Unis ne devaient pas lui proposer un accord intéressant. Même dans le cadre d'un tel accord, il ne faut pas s'attendre à un désarmement durable de la Corée du Nord. Le pays va maintenir la tactique qu'il applique avec succès depuis des décennies maintenant, à savoir proposer dans le cadre de négociations des mesures bien visibles mais en tout temps réversibles, qui ne mettent jamais en péril ses capacités stratégiques principales dans le domaine des armes nucléaires et des missiles.

Si les États-Unis gardent leur cap politique actuel, le démantèlement de l'accord nucléaire avec l'Iran va se poursuivre. Les récentes mesures de l'Iran contre les succès-clés de l'accord, par exemple la transformation à des fins civiles de l'installation d'enrichissement d'uranium de Fordo, désormais inversée, pourraient être prorogées et devraient conduire à une réaction des parties adverses. Au vu de l'évolution actuelle des événements, l'accord nucléaire va se terminer en 2020 ou 2021, factuellement ou formellement.

La prolifération n'est en règle générale pas un acteur autonome de la politique de sécurité, mais une conséquence de développements supérieurs. À cet égard, il faut se référer à la situation dans le sud de l'Asie. Les deux programmes d'armes nucléaires de l'Inde et du Pakistan avancent techniquement avec lenteur, mais de manière constante. Les perspectives dans les rapports bilatéraux entre les deux puissances nucléaires sont toutefois plutôt négatives, surtout en raison de la dynamique interne à l'Inde.

Nouveaux systèmes d'armes

Outre les problématiques classiques, le secteur de la prolifération sera à nouveau plus fortement axé ces prochaines années sur les grandes puissances établies ainsi que sur la concurrence entre les États-Unis, la Russie et la Chine. Ces grandes puissances développent de nouveaux systèmes d'armes tels que des armes hypersoniques, qui peuvent directement déstabiliser l'équilibre stratégique. Les hautes écoles suisses, mais aussi l'industrie suisse, possèdent par exemple des compétences de base importantes dans le domaine de la science des matériaux pour le développement et la construction de tels systèmes d'armes.

Désintégration du contrôle stratégique des armements

Dans le même temps, le contrôle stratégique des armements montre des signes durables de désintégration. Au terme du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire, FNI (*Intermediate-Range Nuclear Forces Treaty, INF*), qui a, de 1987 à 2019, défini les normes dans le domaine des armes de portée moyenne entre les États-Unis et l'Union soviétique – et ensuite ses successeurs de droit –, le Traité *New Start*, qui vise à contrôler les forces nucléaires stratégiques, est également en sursis. Jusqu'à présent, aucun accord ne se dessine entre les États-Unis et la Russie quant à une prolongation de ce traité, qui se terminera en février 2021. En déclarant officiellement le 22 mai 2020 leur sortie du Traité Ciel ouvert (*Treaty on Open Skies*), les États-Unis ont affaibli un autre volet du régime déliquescent de contrôle de l'armement dans l'espace de l'OSCE. Cela ne réduit pas seulement la transparence militaire dans les rapports toujours plus conflictuels entre la Russie et l'OTAN mais pénalise aussi les relations transatlantiques, comme décrit plus haut dans la partie consacrée à l'environnement stratégique.

Même si le Traité *New Start* devait être sauvé, les problèmes généraux subsistent car le contrôle stratégique des armements doit trouver une voie pour, d'une part, rallier la Chine au système et, d'autre part, déplacer le contrôle des vecteurs vers le contrôle des armes nucléaires proprement dites. Ce processus va prendre des années, même dans le meilleur des cas. Dans les prochaines années, des instruments efficaces de contrôle stratégique des armements pourraient faire largement défaut. Malgré cette absence, il ne faut toutefois pas s'attendre à une course incontrôlée à l'armement nucléaire entre les États-Unis et la Russie. Les arsenaux vont évoluer d'un point de vue qualitatif, mais ne vont pas croître massivement sur le plan quantitatif, puisqu'aucun impératif militaire justifiant une telle croissance n'est identifiable.

Un monde, deux systèmes

Aujourd'hui, le but d'une non-prolifération marquée de l'empreinte des États-Unis et de ses instruments consiste à empêcher ponctuellement des rivaux d'accéder à des aptitudes stratégiques. Les armes de destruction massive ont typiquement de telles aptitudes, mais le domaine conventionnel connaît aussi des instruments innovants tels que des réseaux satellites servant à la surveillance globale ou à la détermination de positions.

L'Arrangement de Wassenaar régule largement le domaine conventionnel. Il a découlé en 1996 du Comité de coordination pour le contrôle multilatéral des échanges est-ouest (CoCom). Son objectif était plus large puisqu'il consistait à couper l'Union soviétique – et les pays sous sa domination – de la technologie de pointe occidentale, afin d'empêcher le développement du modèle de société socialiste. Neutre mais dépendante structurellement du bloc occidental, la Suisse ne faisait certes pas partie du CoCom, mais elle mettait en œuvre ses décisions dans le cadre d'un accord bilatéral avec les États-Unis. Ces dernières années, on a pu observer des développements qui, dans une certaine mesure, ont signifié un retour aux sources du CoCom. C'est ainsi que des biens pour la surveillance de l'internet sont aujourd'hui également contrôlés. Ce ne sont pas des normes découlant du droit international qui justifient ce contrôle, mais des valeurs sociétales. Les autres régimes de contrôle des exportations portent également en eux l'esprit d'une confrontation culturelle systémique, à l'instar du Groupe des fournisseurs nucléaires (*Nuclear Suppliers Group, NSG*, 1974), du Groupe Australie (1985) et du Régime de contrôle de la technologie des missiles (1987), qui étaient à l'origine dirigés contre des puissances régionales telles que l'Inde, l'Irak et l'Iran.

Le contrôle de la technologie englobe toujours aussi un élément de faiblesse, à savoir l'aveu de ne pas dominer les cycles d'innovation. S'il existait un moyen adapté ou une protection techniquement parfaite contre les armes nucléaires, il n'y aurait besoin ni du traité de non-prolifération ni du Groupe des fournisseurs nucléaires. Cette faiblesse systémique revêt un rôle central dans la politique actuelle des États-Unis vis-à-vis de la Chine, puisqu'elle entraîne un recours à d'autres instruments de pouvoir tels que des sanctions économiques.

Lénine avait de son temps tôt reconnu que l'acier et l'électricité étaient indispensables à la construction d'une nation industrielle. Au contraire de la Chine sous le régime de Deng Xiaoping, les dirigeants russes ont toutefois compris beaucoup trop tard qu'il fallait créer des conditions favorables à l'innovation, aux forces du marché et à de nouveaux moyens de production. Les mêmes fabricants suisses de machines-outils qui ont pénétré le marché russe il y a de cela 100 ans livrent aujourd'hui encore des marchandises que la Russie n'est pas en mesure de pro-

duire seule. Pour un pays comme le Japon, dont l'ancrage local est marqué mais qui est plus ouvert aux innovations, cela n'a plus cours, alors que pour la Chine et sa présence mondiale, cela vaut de moins en moins. La Chine totalitaire a compris qu'il fallait intégrer efficacement à sa structure étatique des éléments ressortant à un libéralisme contrôlé et à l'économie de marché.

Cette évolution a fait qu'il existe aujourd'hui avec la Chine un autre centre de gravité, dans l'orbite duquel naissent l'innovation et les nouvelles technologies et dont le marché intérieur suffit pour maintenir également cette capacité sur le long terme. Les nouvelles technologies telles que l'intelligence artificielle ou les interventions ciblées sur le patrimoine génétique humain font que le leader technologique fixe des normes pour l'utilisation de la technologie. Au contraire de l'Union soviétique qui n'en a jamais été capable, la Chine défie les États-Unis dans un rapport d'égal à égal, aussi pour ce qui concerne les règles du jeu des systèmes. Une entente globalement acceptée n'existe pas avec la Chine, au contraire de ce qui a été conclu par l'Acte final d'Helsinki avec l'Union soviétique (1975).

À l'heure actuelle, on observe que les espaces normatifs tels que celui dit de l'Occident et une sphère dominée par la Chine s'éloignent les uns des autres. Les attaques américaines contre Huawei sont un symptôme patent de ce conflit. Celui qui construit la 5G fixe des normes globales sur des décennies, aussi bien pour les industries du futur qui se fondent sur cette nouvelle infrastructure. Il en découle une dépendance durable vis-à-vis du propriétaire de la technologie, comme dans tous les secteurs des infrastructures critiques.

Les petites économies ouvertes telles que la Suisse vont de plus en plus être confrontées à un choix, celui de se décider pour un espace normatif. Les instruments actuels ressortant à la non-prolifération vont à cet égard servir de porte d'entrée pour des discussions avec la Suisse. Les objectifs des contradicteurs seront toutefois plus élaborés et, comme en 1949, tourneront autour de la délimitation entre les différents systèmes. Il s'agira de déterminer quelles formes d'échanges de technologies seront possibles et quels types d'investissements directs mutuels seront acceptés comme étant conformes au système.

Espionnage

Résultat de l'appréciation du SRC

Dimensions de l'espionnage

L'espionnage désigne la collecte et l'analyse d'informations confidentielles ou secrètes, favorisant la prise de décisions stratégiques ou tactiques. Ces informations fournissent des avantages potentiellement déterminants dans le cadre de conflits armés et de luttes d'influence politiques ou économiques. Les acteurs de l'espionnage ainsi que les cibles de celui-ci sont variés, allant des personnes physiques à des organisations ou des États. Le SRC concentre ses efforts de contre-espionnage sur les acteurs étatiques.

De manière générale, les motifs, cibles et méthodes de l'espionnage sont restés relativement constants au fil du temps. Au-delà de l'espionnage, certains services de renseignement recourent également à des mesures plus offensives afin d'influencer, d'affaiblir ou de déstabiliser un adversaire politique ou un concurrent économique Ces mesures incluent par exemple des campagnes de désinformation, des cyberattaques, des actes de sabotage ou des interventions de forces spéciales. Elles comprennent le recours à la force, pouvant aller jusqu'à la liquidation d'individus.

Motifs de l'espionnage

Les objectifs des acteurs recourant à l'espionnage sont dictés par l'agenda politique, militaire et économique de ces derniers. Les activités d'espionnage observées dans le contexte de la pandémie de Covid-19 montrent à quel point ce moyen peut être engagé rapidement et de manière ciblée.

Sur la scène internationale, l'espionnage constitue un instrument dans les luttes de pouvoir entre États afin d'imposer ou de consolider une position visée. Les rivalités se manifestent en particulier dans des conflits commerciaux, dans la course aux avancées technologiques et dans les luttes d'influence politiques et militaires dans des zones d'importance géostratégique. Dans le cadre de négociations bilatérales ou multilatérales également, l'espionnage sert parfois à acquérir des informations utiles pour atteindre des objectifs fixés. L'espionnage peut aussi contribuer à consolider et étendre la sphère d'influence d'États dans leur voisinage immédiat.

Certains États recourent à l'espionnage comme instrument de politique intérieure afin de renforcer un régime en place, en consolidant la mainmise personnelle sur le pouvoir. Ils déploient ainsi leurs capacités de renseignement contre des opposants politiques et des minorités nationales, ethniques ou religieuses, sur le territoire national comme à l'étranger. Ainsi, des diasporas en Suisse également sont ciblées par des actes d'espionnage ou d'intimidation de la part des services de renseignement de leur pays d'origine (voir à ce sujet pp. 78–79).

Méthodes de l'espionnage

Les outils des services de renseignement incluent à la fois la recherche d'informations – légale – à partir de sources accessibles au public et l'acquisition clandestine d'informations. Cette dernière comprend notamment le recrutement de sources humaines, la surveillance de communications transitant par câble, satellite ou ondes radio et le recours à des moyens d'enregistrement tels que caméras et appareils d'écoute. Le recours à des moyens cybernétiques a continué à gagner en importance au cours des dernières années. En 2019, le SRC a constaté une hausse sans précédent de cyberattaques d'origine étatique à l'encontre d'intérêts suisses – il s'agissait principalement d'actions russes, nord-coréennes, chinoises et iraniennes. À cause de la pandémie de Covid-19, des organisations internationales, mais aussi des instituts de recherche ont été la cible de cyberattaques.

Objectifs du contre-espionnage

En règle générale, un État ciblé par des activités d'espionnage d'un autre État réagit par des mesures défensives : le contre-espionnage vise à détecter et à empêcher les activités de collecte d'informations et d'autres mesures offensives, afin de protéger des intérêts politiques et économiques propres et de garantir la sécurité. Le contre-espionnage a donc un effet perturbateur mais aussi dissuasif, car il entrave la liberté d'action de services de renseignement étrangers. Afin de se prémunir contre l'espionnage économique, des acteurs de l'économie privée misent quant à eux sur des mesures préventives au niveau de la sécurité de l'information et de la sensibilisation de leurs collaborateurs. Les mesures de contre-espionnage sont donc essentielles pour réduire les risques liés à ce type d'activités offensives.

La Suisse prise pour cible

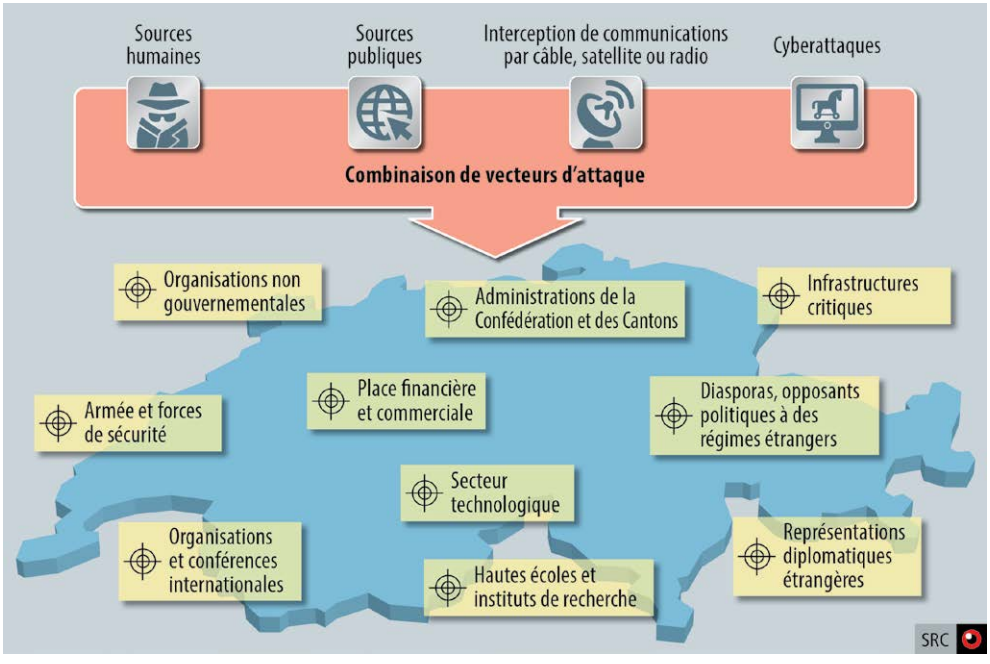
En tant que siège d'organisations internationales et de multinationales, théâtre de négociations internationales, place financière et commerciale d'envergure et laboratoire de nouvelles technologies, la Suisse constitue une cible d'espionnage attractive à bien des égards. D'une part, les actes d'espionnage représentent une menace directe pour les intérêts suisses lorsqu'ils prennent pour cibles des collaborateurs d'institutions politiques fédérales et cantonales – en particulier les affaires étrangères, les autorités de sécurité civiles et militaires – ou d'infrastructures critiques. L'espionnage économique compromet aussi directement la compétitivité et la prospérité des entreprises en Suisse, en particulier lorsqu'il se déploie contre le secteur des nouvelles technologies, les instituts de recherche, les hautes écoles, les

industries de l'armement et des machines et la place financière. Le vol d'un secret de fabrication peut par exemple porter préjudice à une entreprise suisse face à ses concurrents. D'autre part, des activités d'espionnage constituent une menace indirecte pour la Suisse lorsqu'elles visent des organisations internationales – comme par exemple l'Organisation mondiale de la santé durant la pandémie de Covid-19 –, des représentations diplomatiques étrangères et des ressortissants étrangers basés en Suisse. Les tensions internationales se reflètent également dans les activités d'États étrangers qui espionnent leurs adversaires sur le territoire suisse. Cela nuit à l'image de ce pays en tant qu'État hôte et plateforme neutre et sûre pour la diplomatie internationale. L'espionnage défie l'ordre juridique et la sécurité intérieure de la Suisse.

Acteurs étatiques de l'espionnage en Suisse

Alors que de nombreux États déploient des capacités d'espionnage offensives à l'étranger, y compris en Suisse, le SRC se concentre sur les services de renseignement les plus actifs et les plus agressifs contre des intérêts suisses. La menace principale à cet égard émane des services russes, qui ont maintenu un niveau d'activité élevé sur le territoire suisse en 2019. La Suisse demeure l'un des carrefours prin-

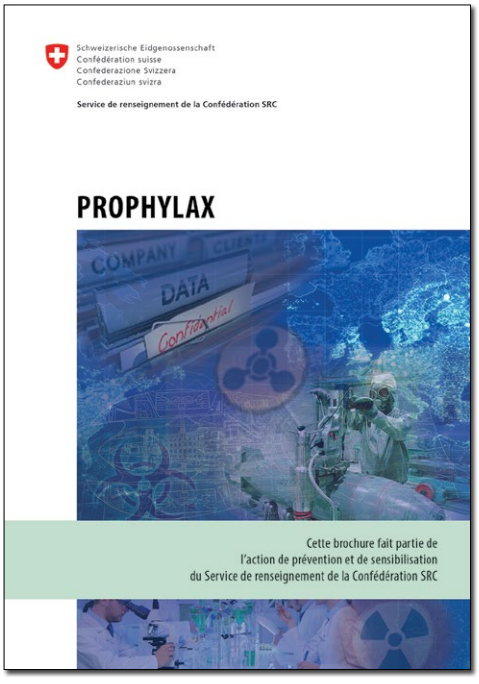
Vecteurs d'attaques et cibles d'espionnage en Suisse



cipaux des services de renseignement russes en Europe. Le nombre d'officiers de renseignement sous couverture diplomatique n'a pas faibli par rapport à l'année précédente – les officiers identifiés ou soupçonnés d'un service russe constituent près d'un tiers des diplomates actuellement accrédités auprès des représentations russes officielles en Suisse. À cela s'ajoutent des informateurs, des sources, des officiers sous couverture non officielle et des officiers ne voyageant en Suisse que pour des missions de courte durée.

Après la Russie, les activités d'espionnage de la Chine représentent également une menace importante pour la Suisse. La présence des services chinois en Suisse se manifeste non seulement par le stationnement d'officiers de renseignement sous couverture diplomatique, mais aussi et surtout par la présence d'individus sous couverture non officielle, tels que des chercheurs, étudiants, touristes ou hommes et femmes d'affaires. La Chine considère l'espionnage comme un instrument important pour atteindre ses objectifs de stabilité intérieure, de croissance économique et de développement de ses capacités de défense.

Les services de renseignement turcs et iraniens sont également présents en Suisse, quoiqu'avec des moyens plus modestes, avec notamment du personnel sous couverture diplomatique. Ces services ont pour objectif principal en Suisse le contrôle de leur diaspora et d'opposants politiques.



La brochure sur la campagne de prévention et de sensibilisation « Prophylax » est disponible sur l'internet.

www.vbs.admin.ch (Autres thèmes / Recherche de renseignements / Espionnage économique)

Que prévoit le SRC ?

L'espionnage, un défi persistant

À l'avenir, l'espionnage restera un instrument privilégié, tant pour des acteurs étatiques que non étatiques. À l'instar de la prolifération, l'espionnage demeure un phénomène de longue durée. Plusieurs facteurs expliquent l'importance persistante, si ce n'est grandissante, de cet instrument. D'une part, l'environnement géostratégique actuel reste marqué par une politique basée sur les rapports de force, engagée par des États tels que les États-Unis, la Russie, la Chine, la Turquie, l'Iran, l'Inde, le Pakistan et Israël. D'autre part, les instruments cybernétiques offensifs se développent constamment et la digitalisation crée de nouvelles opportunités pour le vol de données sensibles ou le sabotage de systèmes d'informations. Enfin, la course aux nouvelles technologies s'intensifie sur un marché globalisé où les avancées technologiques sont indispensables à la conquête de parts de marché.

Dans plusieurs États, le rôle des services de renseignement dans la politique étrangère et de sécurité s'est constamment renforcé au cours des dernières années. Les services bénéficient généralement de la confiance de leur gouvernement et ce dernier a souvent besoin du soutien des services pour maintenir son autorité. Dans un contexte d'une concurrence économique et politique grandissante, certains États investissent des moyens considérables dans le renforcement de leurs capacités de renseignement.

Conséquences pour la Suisse

Les motifs et intérêts d'acteurs étrangers s'adonnant à l'espionnage en Suisse resteront vraisemblablement inchangés dans les années à venir. Diplomates, membres des forces de sécurité, de l'armée et des autorités cantonales et fédérales, journalistes, chercheurs, entrepreneurs ayant accès à des informations sensibles, ainsi que des membres exposés de certaines diasporas demeurent la cible d'activités de services de renseignement étrangers. Le SRC n'observe pas de signes d'une baisse de ces activités. La hausse constatée en 2019 des cyberattaques d'origine étatique devrait également se poursuivre dans un avenir proche.

Les informations obtenues par l'espionnage sont utilisées pour porter atteinte à la souveraineté de la Suisse, en interférant par exemple dans les processus décisionnels politiques et économiques, affaiblissant ainsi des institutions et des entreprises suisses. D'autre part, certains services de renseignement étrangers ne se limitent pas à la collecte d'informations. La Suisse n'est pas non plus à l'abri de mesures plus agressives visant ses intérêts, des intérêts d'État tiers ou de personnes privées et d'entreprises.

Diasporas et opposants dans le viseur des services de renseignement étrangers

Certains gouvernements s'appuient sur leurs services de renseignement, sur leur territoire comme à l'étranger, pour protéger leurs intérêts et se maintenir au pouvoir. Ils mobilisent donc également leurs capacités d'espionnage contre des expatriés résidant en Europe. Des critiques du régime, membres de l'opposition et de minorités ethniques ou religieuses sont particulièrement visés, dans la mesure où ils sont considérés comme une menace pour le régime en place dans leur État d'origine. Ils font l'objet d'une surveillance, voire de menaces, de chantage et d'autres actes d'intimidation pouvant aller jusqu'à la violence physique. Cela va à l'encontre des libertés et droits fondamentaux protégés par l'État de droit, tels que la liberté d'opinion. D'autre part, des régimes soucieux de leur maintien au pouvoir déploient des opérations d'influence à l'étranger visant à manipuler l'opinion des populations expatriées. Les activités des services de renseignement à l'encontre de leur propre diaspora peuvent attiser les tensions selon les mêmes lignes de fracture ethniques, politiques ou religieuses que dans le pays d'origine.

Le contrôle des diasporas à l'étranger passe par le recrutement de sources et d'informateurs. Ces derniers surveillent les membres d'une diaspora, dont ils font souvent eux-mêmes partie. Ils agissent par intérêt personnel, par conviction ou par peur. Les services de renseignement utilisent des incitations, de nature financière ou non, par exemple un accès à des prestations médicales ou un emploi. Ils disposent également de moyens de pression, notamment des menaces à l'encontre de la famille restée dans le pays d'origine, qui servent ainsi de levier pour contrôler le comportement des expatriés. Par ailleurs, des services de renseignement étrangers s'appuient sur des réseaux proches du régime, tels que des associations culturelles ou religieuses, au sein de certaines diasporas. Enfin, le SRC observe régulièrement l'introduction d'agents en Suisse sous couvert d'une demande d'asile ou le recrutement de requérants d'asile déjà sur place.

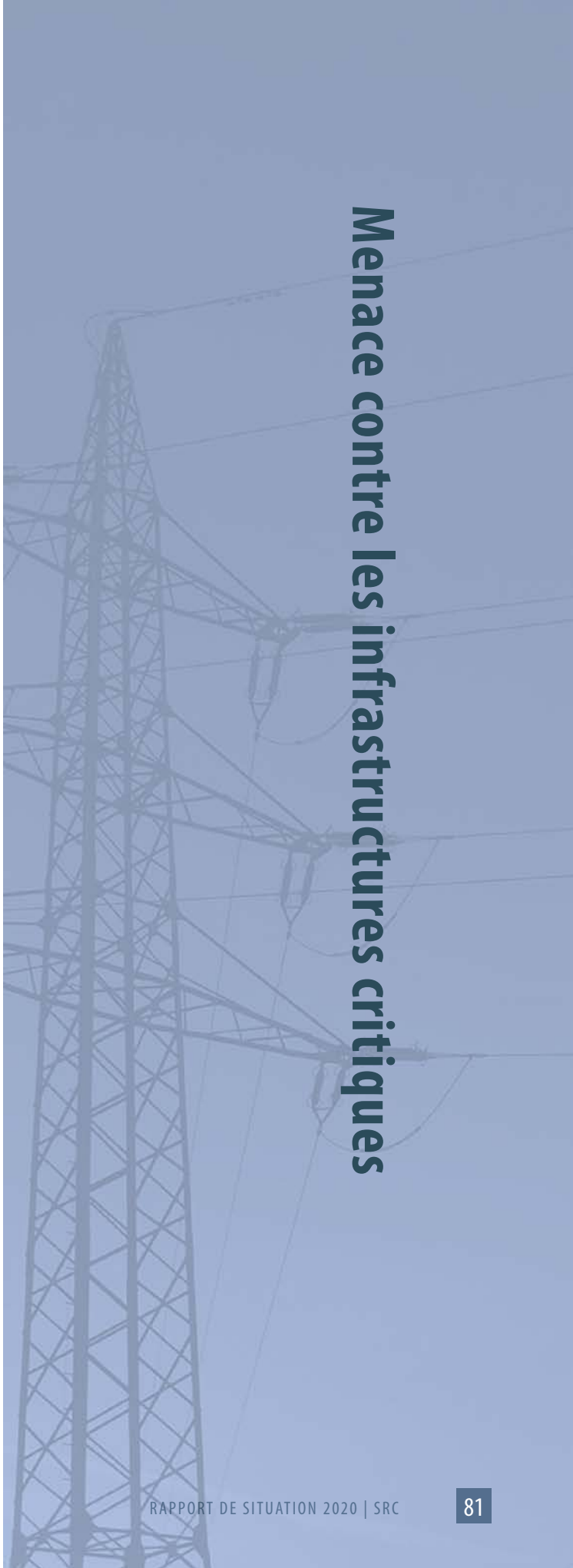
La tentative de coup d'État contre le président turc Erdogan en août 2016 a entraîné une répression accrue des forces opposées au régime. Depuis, les services de renseignement turcs ont intensifié leurs activités à l'encontre des populations expatriées, également en Suisse, et poursuivent probablement leurs efforts d'infiltration de la communauté turque, en particulier de la minorité kurde, des groupes d'extrême-gauche et du mouvement Gülen. Les services chinois s'intéressent également aux communautés ouïgoure et tibétaine ainsi qu'à leurs organisations sur le territoire suisse. Quant à l'Iran, il exerce principalement une surveillance à l'égard des opposants au régime vivant à l'étranger. Cette tendance pourrait se renforcer

au vu de la contestation populaire croissante des Iraniens à l'égard de leur gouvernement et de la hausse des tensions internationales avec l'Iran. Ces dernières années, les services iraniens n'ont pas hésité à recourir à des mesures plus offensives. En effet, ils sont suspectés d'avoir conduit, en 2015 et en 2017, deux attentats contre des opposants aux Pays-Bas. Par ailleurs, en 2018, les autorités françaises et danoises ont pu déjouer des attaques iraniennes contre des opposants au régime. Les deux États attribuent ces tentatives à l'Iran. Par le passé, l'État iranien n'a pas non plus reculé devant le recours à la force contre ses ressortissants sur le territoire suisse. En effet, en 1990, l'opposant iranien Kazem Rajavi avait été assassiné par un commando iranien dans le canton de Vaud. Comme en témoigne cette affaire, la Suisse peut être le terrain d'actions violentes de la part de services de renseignement étrangers. La Russie surveille notamment la diaspora tchétchène et des officiers de renseignement transfuges travaillant pour des États occidentaux. Les services de renseignement et organes de sécurité de la République tchétchène ne reculent pas devant l'assassinat de ressortissants tombés en disgrâce. Dans certains cas isolés – par exemple la tentative d'assassinat du Russe Sergueï Skripal au Royaume-Uni en mars 2018 –, les services russes recourent à des substances hautement toxiques, ayant le potentiel de causer des dommages collatéraux importants. Des actions similaires demeurent une possibilité réelle en Suisse également à l'avenir.

Court métrage « En ligne de mire » sur l'espionnage économique en Suisse

disponible sur le site internet *www.vbs.admin.ch (Autres thèmes / Recherche de renseignements / Espionnage économique)*

Menace contre les infrastructures critiques



Résultat de l'appréciation du SRC

Situation de la cybermenace

Le SRC constate une forte augmentation du nombre de cyberattaques visant des intérêts suisses, en Suisse comme à l'étranger. Les systèmes internes de certains instituts financiers ont notamment subi des attaques d'origine criminelle à motivation financière. Des entreprises suisses sont ciblées par des cyberattaques ou des cyberopérations à des fins d'espionnage économique perpétrées par des acteurs étatiques ou bénéficiant du soutien d'un État. Les exploitants d'infrastructures critiques sont également touchés par ce phénomène. En règle générale, les cyberespions volent des secrets de fabrication, des brevets ainsi que des informations relatives à des projets de fusion, de reprise d'entreprise, d'implantation sur le marché ou d'investissements. L'espionnage est susceptible d'avoir un impact négatif sur la place industrielle et de recherche suisse. Les conséquences potentielles d'une attaque de cybersabotage constituent la principale préoccupation en matière d'infrastructures critiques, puisque de telles attaques peuvent provoquer d'importants dégâts matériels et avoir des répercussions dramatiques sur la population.

Si le SRC a déjà constaté des cyberattaques visant les infrastructures critiques en Suisse, il n'a pour l'heure enregistré aucun cas de cybersabotage de celles-ci. De telles attaques à des fins de sabotage ont néanmoins déjà été observées à plusieurs reprises à l'étranger. Elles émanent majoritairement d'organes étatiques dans le cadres de conflits, parfois armés, au Proche et Moyen-Orient, ainsi qu'en Europe de l'Est.

Les logiciels malveillants de chiffrage des données représentent actuellement la cybermenace la plus importante du point de vue des infrastructures critiques en Suisse. Ces logiciels rendent les données illisibles dans le but d'extorquer une rançon à leur propriétaire, par exemple une entreprise. Une telle infection peut avoir de graves répercussions, voire menacer les processus-clés d'une organisation. Jusqu'à présent, des logiciels malveillants de chiffrage des données ont principalement été employés pour des motifs économiques. Le sabotage n'est certes pas l'objectif visé, mais il constitue une conséquence de ce type d'attaque.

Augmentation du nombre d'attaques au moyen de logiciels malveillants de chiffrage des données

On observe une augmentation du nombre d'attaques impliquant des logiciels malveillants de chiffrage des données dans le monde entier. Les sommes exigées pour déchiffrer les données, ou pour permettre un tel déchiffrage, sont toujours plus élevées. À l'échelle internationale, les entreprises ne sont pas les seules à être ciblées, puisque l'infrastructure du secteur administratif et du secteur de la santé est souvent attaquée.

Des vies humaines étant en jeu, la disponibilité des données dans le secteur de la santé est encore plus importante que dans d'autres domaines. Il est par ailleurs difficile de récupérer ces données en cas de perte totale. Déjà valides auparavant, ces craintes se sont clairement confirmées au cours de la pandémie de Covid-19. Le 12 mars 2020 en République tchèque, des patients d'un hôpital ont dû être transportés vers un autre établissement et des opérations ont dû être reportées en raison d'une cyberattaque. Des incidents comparables sont à mentionner aux États-Unis et en France, tandis que ces actes en sont restés à l'état de tentatives en Suisse, les collaborateurs concernés ayant identifié la nature frauduleuse des courriels d'hameçonnage et pris les mesures qui s'imposaient.

Plusieurs familles de rançongiciels sont employées en Suisse. Leur utilisation peut aussi bien être ciblée que tirer parti d'une occasion qui se présente. Ainsi, peu avant que le Conseil fédéral ne constate la situation extraordinaire conformément à la loi sur les épidémies, des individus ont tenté de diffuser un logiciel permettant l'accès à distance aux ordinateurs. Il devait être diffusé par un courriel falsifié émanant de l'Office fédéral de la santé publique. Outre des personnes physiques, des entreprises, organisations et organes administratifs suisses ont également été attaqués. Si le secteur industriel est particulièrement affecté, le SRC a connaissance de victimes dans les domaines de la logistique, des services et de la construction.

Cyberattaques par étapes

La tendance aux attaques par étapes se renforce depuis 2018. Tout débute généralement par une infection initiale opportuniste pour aboutir, dans le cas d'une victime suffisamment intéressante, à une attaque ciblée au moyen d'un logiciel malveillant de chiffrage des données. Les campagnes ne sont donc que partiellement ciblées. On a notamment constaté que l'infection par le logiciel malveillant Ryuk constituait souvent la dernière étape d'une attaque en deux ou trois phases qui avait débuté par une infection au moyen du logiciel malveillant Emotet. Initialement connu comme un cheval de Troie visant l'e-banking, Emotet est désormais utilisé principalement pour l'envoi de spam ainsi que le chargement d'autres logiciels malveillants de chiffrage des données. Dans certains cas, le logiciel malveillant Trickbot est utilisé dans le cadre d'une étape intermédiaire afin de répandre l'infection au sein du réseau et d'évaluer le potentiel de chantage.

Le principal avantage de ces attaques partiellement ciblées consiste à pouvoir également mettre la main sur les droits d'accès de l'entreprise, nécessaires à la suppression ou au chiffrage des sauvegardes. Les systèmes d'exploitation ne sont rendus

inutilisables qu'après le chiffrage des sauvegardes, mettant l'entreprise victime dans une situation propre à menacer sa survie. Cette dernière se voit donc obligée de payer la rançon. Des cas de sauvegardes chiffrées ont également été constatés en Suisse.

L'infection initiale peut également survenir par des sites internet compromis. Lors de la consultation d'un tel site, l'ordinateur est infecté par un logiciel malveillant susceptible de charger par la suite des logiciels malveillants de chiffrage des données. Les attaques au moyen de rançongiciels constituent une menace pour les entreprises et les organisations. Les victimes de ces attaques ont besoin de temps, de ressources en personnel et d'argent pour nettoyer les systèmes et restaurer les données perdues. L'attaque peut en outre porter atteinte à la réputation d'une entreprise ou entraîner une perte temporaire de productivité. Outre des arrêts de production, il peut également en résulter des conséquences financières importantes, comme le montre le cas fin juillet 2019 de spécialistes en technique du bâtiment dont la perte de chiffre d'affaires s'élève à près de cinq millions de francs à la suite d'une attaque au moyen d'un rançongiciel.

Une menace pas uniquement virtuelle

La menace contre les infrastructures critiques ne se limite pas à des cyberattaques, comme en témoigne le sabotage d'un pylône de ligne à très haute tension à Gland VD en juin 2020. La motivation de cette attaque reste peu claire. À l'heure actuelle, il convient également de souligner que l'infrastructure 5G de la Suisse pourrait également être attaquée, comme cela s'est déjà produit dans d'autres États européens. Ces attaques à l'étranger présentaient notamment des liens avec la présumée propagation de la pandémie de Covid-19 par les ondes des antennes 5G.

Le rapport semestriel de MELANI est disponible sur l'internet

www.melani.admin.ch (Documentation / Rapports sur la situation)

Que prévoit le SRC ?

Cybersabotage

La cybermenace qui pèse sur la Suisse et ses infrastructures critiques va persister. Le SRC ne dispose toutefois d'aucun indice concret laissant entendre que des infrastructures critiques suisses seront ciblées par des actions de cybersabotage. Il est actuellement peu vraisemblable que ces infrastructures soient directement prises pour cible, car le cybersabotage s'inscrit avant tout dans un principe de dissuasion entre États adverses dans le cadre de conflits.

Les actions de sabotage constituent des opérations focalisées sur le plan régional, politique et militaire. Néanmoins, des organisations suisses peuvent en devenir victimes si elles entretiennent des relations avec la cible d'une campagne de cybersabotage à l'étranger. Les auteurs d'une telle campagne peuvent assumer ce risque de dommages collatéraux, voire se servir de ces organisations comme porte d'entrée dans le réseau de la victime. Ce phénomène ne s'applique pas uniquement aux infrastructures critiques, puisque l'infrastructure suisse peut également constituer un moyen d'arriver à des fins à d'autres égards : ainsi, des systèmes sont infectés dans le but de jouer le rôle d'interfaces de communication qui reçoivent des ordres de l'attaquant pour ensuite établir, en utilisant l'adresse du système, une liaison avec la cible ou une autre interface. Enfin, des dommages collatéraux peuvent survenir lorsque des outils de cyberattaque utilisés de manière délibérée et ciblée se propagent en échappant à tout contrôle. On suppose ainsi qu'en 2017, le logiciel malveillant Not Petya ciblait des entreprises ukrainiennes, mais qu'il s'est propagé dans le monde entier grâce aux filiales ukrainiennes de multinationales. Doté de la capacité de se propager de manière autonome sur les réseaux, ce logiciel malveillant a provoqué des dommages considérables et fait des victimes en Suisse. Il demeure peu vraisemblable que des groupes terroristes soient à l'origine de telles attaques.

Cyberattaques

De la même manière que le cybersabotage peut résulter de conflits, des cyberattaquants peuvent tirer parti d'événements survenus à l'échelle mondiale. Surfant sur la vague de la pandémie, plusieurs virus informatiques ont été mis en circulation après son déclenchement, dont des rançongiciels. L'utilisation de rançongiciels représentant une approche lucrative, il convient de s'attendre à une nouvelle augmentation du nombre de cyberattaques de ce type visant des entreprises. Partout dans le monde, de nombreuses victimes ont payé les rançons exigées par les attaquants. Même si du point de vue de la victime ou de sa société d'assurance un paiement unique peut sembler plus avantageux pour remédier à la situation, il est important de ne pas procéder

de la sorte, car les criminels exploiteront cette stratégie aussi longtemps qu'elle sera rentable. Le versement d'une rançon ne fait que soutenir des attaques ultérieures. En outre, rien ne garantit que les données seront réellement déchiffrées après paiement. Une chose est toutefois certaine : les attaques perpétrées par des groupes criminels dans le cyberespace sont susceptibles d'avoir des répercussions plus importantes sur l'économie et la société que dans d'autres domaines.

On ne peut par ailleurs pas exclure que l'utilisation opportuniste de rançongiciels contre des systèmes mal protégés soit lourde de conséquences pour les infrastructures critiques, même s'il ne s'agit pas de la véritable intention de son auteur. Ce fut notamment le cas avec le logiciel de chiffrage des données Wanna Cry qui s'était propagé dans le monde entier en attaquant à l'aveugle des systèmes vulnérables par l'intermédiaire de l'internet. Des infrastructures critiques de plusieurs États avaient été touchées, mais la Suisse fut en grande partie épargnée. Une future attaque pourrait néanmoins aussi toucher des exploitants suisses si des mesures de sécurité ne sont pas implémentées à temps.

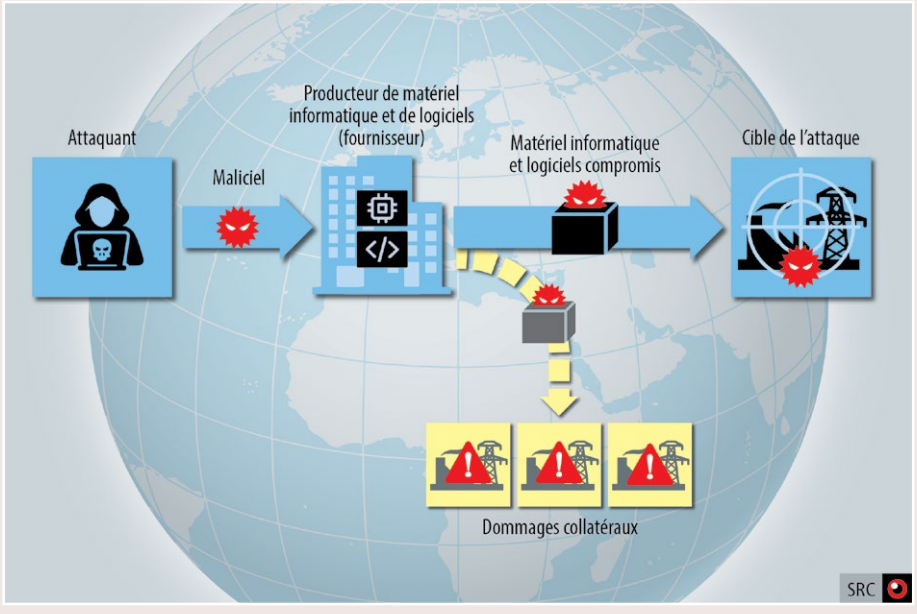
À court et à moyen terme, il convient de s'attendre à de nouvelles attaques directes d'origine criminelle contre la place industrielle suisse, de même qu'à des attaques perpétrées par des acteurs étatiques pour des raisons financières ou à des fins d'espionnage de cibles politiques et économiques. Les attaques de cyberespionnage étatique peuvent avoir un effet déstabilisant sur la politique extérieure. En Suisse, les cibles potentielles comprennent notamment les autorités, l'armée, la Genève internationale (soit des diplomates d'autres États), la place financière et industrielle, le secteur technologique, l'industrie des sciences de la vie ou encore des organisations sportives.

Risques dans la chaîne logistique

Les infrastructures critiques peuvent faire l'objet d'un ciblage accru dans le cadre de conflits régionaux, et tout particulièrement la chaîne logistique et les partenaires commerciaux. C'est ainsi que des attaquants sondent les fournisseurs des exploitants d'infrastructures critiques dans les zones de conflit et évaluent les possibilités d'exploiter ce canal pour se placer dans une position avantageuse pour perturber leur véritable cible. Les organisations en contact avec les cibles de telles actions dans des zones de conflit peuvent donc servir de moyen pour perpétrer une cyberattaque ou subir les répercussions de cette attaque.

Outre la menace d'attaques contre la chaîne logistique, les développements politiques posent des défis aux exploitants d'infrastructures critiques en ce qui concerne les relations avec leurs fournisseurs actuels et l'acquisition de nouveaux fournisseurs. L'évolution du contexte international, et notamment la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine, fait courir un risque de perturbation significative de la chaîne logistique globale du fait de restrictions et de sanctions dans le domaine cybernétique, avec les conséquences qui en découlent pour la Suisse.

Attaque via la chaîne logistique



Chiffres et éléments clés

Structure, personnel et finances

À la fin de l'année 2019, le SRC comptait 373 collaboratrices et collaborateurs occupant au total 343 équivalents plein temps. La proportion entre hommes et femmes était de 60 % à 40 % environ. Le SRC attache une grande importance à la conciliation entre vie professionnelle et vie familiale. Il a été en 2016 l'un des premiers offices fédéraux à avoir été certifié employeur particulièrement favorable à la famille. La ventilation par langue maternelle démontre que près des trois-quarts du personnel est de langue allemande, un bon cinquième de langue française, environ 5 % de langue italienne et un peu plus que 1 % de langue romanche.

Les cantons ont été indemnisés pour leurs services de renseignement avec un montant de 12,4 millions de francs, les charges de personnel du SRC se sont élevées à 57 879 485 francs, les charges de biens et services et charges d'exploitation à 19 861 778 francs.

Coopération internationale

Le SRC travaille avec des autorités étrangères qui accomplissent des tâches au sens de la loi fédérale sur le renseignement (LRens). À cet effet, le SRC a entre autres représenté la Suisse dans des organismes internationaux. Il échange des informations avec plus d'une centaine de services partenaires de divers États et avec des organisations internationales, par exemple avec les services compétents de l'ONU et les institutions et services de l'UE qui s'occupent de questions de politique de sécurité. Le SRC reçoit chaque année près de 12 500 communications de ces services partenaires et leur transmet pour sa part annuellement près de 6000 communications.

Systèmes d'information et de stockage des données

En 2019, 847 demandes de renseignements ont été déposées sur la base de l'art. 63 LRens et de l'art. 8 de la loi fédérale sur la protection des données. Dans 20 cas, le SRC a informé les requérants – sous réserve du maintien du secret et de la protection de tiers – si des données les concernant avaient été traitées ou non et, le cas échéant, lesquelles. Dans les cas où il avait effectivement traité des données relatives à la personne requérante, le SRC lui a fourni tous les renseignements sous réserve de la protection de tiers.

Dans 400 cas, la communication des renseignements a été reportée conformément aux disposition légales. Dans 12 cas et malgré un rappel, les conditions formelles pour le traitement d'une demande (comme la remise d'un document d'identité) n'ont

pas été remplies et ces demandes n'ont de ce fait pas pu être traitées. De sorte qu'à la fin de 2019, 415 demandes de renseignements étaient encore en traitement.

Le SRC a par ailleurs reçu en 2019 sept demandes d'accès sur la base de la loi fédérale sur le principe de la transparence dans l'administration.

Appréciations de la situation

Le SRC présente chaque année son rapport de situation « La Sécurité de la Suisse ». Ce rapport comporte le radar de la situation qui, dans sa forme classifiée confidentielle, sert de base au Groupe Sécurité pour établir son appréciation mensuelle de l'état de la menace et fixer les priorités. Les rapports d'appréciation de la situation du SRC sont remis au Conseil fédéral, à d'autres décideurs politiques et aux services compétents au sein de la Confédération et des cantons, aux décideurs militaires ainsi qu'aux autorités de poursuite pénale. Ces destinataires, à leur demande ou à l'initiative du SRC, reçoivent périodiquement, spontanément ou dans des délais établis des rapports stratégiques sous forme écrite ou orale concernant tous les domaines couverts par la LRens et en application du mandat de base classifié confidentiel du SRC. En 2019, le SRC a aussi apporté son soutien aux cantons au moyen d'un réseau national de renseignement dirigé par son Centre fédéral de situation, notamment dans le cadre du Forum économique mondial de Davos.

Rapports pour utilisation dans le cadre de procédures pénales et administratives

Outre ses rapports à caractère essentiellement stratégique, le SRC remet également aux autorités compétentes des informations non classifiées pour leur utilisation dans des procédures pénales ou administratives. En 2019, il a ainsi remis au Ministère public de la Confédération 24 rapports officiels, 19 à d'autres autorités fédérales telles que l'Office fédéral de la police, le Secrétariat d'État aux migrations ou le Secrétariat d'État à l'économie ainsi que deux rapports à des autorités cantonales (sans compléments aux rapports officiels déjà existants). Sur l'ensemble de ces rapports, 31 concernaient le domaine du terrorisme, trois le domaine de l'espionnage et trois celui de la prolifération, quatre le domaine cybernétique, deux le domaine de l'extrémisme violent alors que deux n'ont pas pu être attribués à une thématique spécifique.

Mesures

Lutte contre le terrorisme | Le SRC publie périodiquement sur son site web des chiffres en rapport avec la lutte contre le terrorisme (personnes représentant un risque, voyageurs à motivation djihadiste et cas de monitoring de sites internet au contenu djihadiste).

www.vbs.admin.ch (FR / Autres thèmes / Recherche de renseignements / Terrorisme)

Programme de prévention et de sensibilisation Prophylax | En 2019, le SRC, en collaboration avec les cantons, a poursuivi ses programmes de prévention et de sensibilisation, Prophylax dans les entreprises et Technopol dans le domaine des hautes écoles. Ces programmes sont destinés à la sensibilisation aux activités illégales dans les domaines de l'espionnage et de la prolifération d'armes de destruction massive et de leurs vecteurs. Le SRC et les services de renseignement cantonaux ont d'une part pris contact avec des entreprises et d'autre part avec des hautes écoles et des instituts de recherche ainsi qu'avec des offices fédéraux. En 2019, 54 entretiens ont été menés avec des entreprises dans le cadre de Prophylax et cinq entretiens dans celui de Technopol. De plus, 19 entretiens de sensibilisation ont été organisés dans les domaines de l'espionnage et de la non-prolifération. Le programme Prophylax est nouvellement complété par une étude réalisée sur mandat du SRC par l'Institut de droit pénal et de criminologie de l'Université de Berne sur le thème de l'espionnage économique. Publiée en janvier 2020, cette étude comble une lacune concernant le nombre de cas, les auteurs et les dommages causés dans le contexte de l'espionnage économique. Les connaissances acquises avec cette étude permettront à l'avenir au SRC de mieux orienter le programme Prophylax sur les besoins des instituts de recherche et des entreprises suisses et de les conseiller de manière plus efficace.

www.vbs.admin.ch (Autres thèmes / Recherche de renseignements / Espionnage économique)

Coopération pour la protection des infrastructures critiques | La Centrale d'enregistrement et d'analyse pour la sûreté de l'information MELANI est un modèle de coopération établi entre l'Unité de pilotage informatique de la Confédération (UPIC) du Département fédéral des finances et le SRC. La direction stratégique et le centre de compétence technique de MELANI dépendent de l'UPIC, les unités opérationnelles chargées des activités de renseignement sont intégrées au SRC. MELANI a pour tâche d'apporter un appui subsidiaire aux infrastructures critiques de la Suisse dans leur processus de sûreté de l'information en vue de garantir à titre préventif et

de coordonner en cas d'incident TI le fonctionnement des infrastructures d'information de la Suisse de concert avec les entreprises. Pour atteindre ce but, MELANI et les exploitants de désormais 315 infrastructures critiques suisses ont, pendant l'année sous revue, collaboré volontairement dans le cadre d'un partenariat public-privé. MELANI a publié deux rapports semestriels destinés au public concernant la situation dans le domaine de la sûreté de l'information. MELANI a aussi produit 123 conseils et rapports pour les exploitants d'infrastructures critiques, neuf rapports spécifiques pour le Conseil fédéral et les partenaires du réseau de renseignement du SRC, neuf bulletins d'information et billets sur des blogs accessibles au public et traité près de 12 000 annonces et demandes de la population. Sur le portail anti-phishing.ch, plus de 6500 annonces de sites d'hameçonnage ont été envoyées par la population.

www.antiphishing.ch

Mesures de recherche soumises à autorisation | En cas de menace grave et imminente dans les domaines du terrorisme, de l'espionnage, de la prolifération, des attaques contre des infrastructures critiques ou pour la sauvegarde d'autres intérêts nationaux importants selon l'art. 3 LRens, le SRC peut ordonner des mesures de recherche soumises à autorisation. Ces mesures sont régies par l'article 26 LRens. Elles doivent être autorisées par le Tribunal administratif fédéral et avalisées par la cheffe du DDPS après consultation du chef du DFAE et de la cheffe du DFJP. Elles sont soumises au strict contrôle de l'Autorité indépendante de surveillance des activités des services de renseignement et de la Délégation des commissions de gestion.

Mesures autorisées et avalisées

Tâches (art. 6 LRens)	*Opérations*	*Mesures*
Terrorisme	3	24
Espionnage	1	15
Prolifération NBC	1	8
Attaques visant des infrastructures critiques	0	0
Total	**5**	**47**

Personnes concernées par ces mesures

Catégorie	*Nombre*
Personnes ciblées	5
Tiers (art. 28 LRens)	3
Personnes inconnues (par ex. uniquement numéro de téléphone connu)	2
Total	**10**

Exploration du réseau câblé | Depuis l'entrée en vigueur de la LRens, le SRC est aussi habilité à procéder à l'exploration du réseau câblé pour la recherche d'informations sur des événements importants en matière de politique de sécurité se produisant à l'étranger (art. 39 ss LRens). Comme l'exploration du réseau câblé passe par l'étranger pour la collecte d'informations, elle n'est pas considérée comme une mesure de recherche soumise à autorisation en Suisse. L'exploration du réseau câblé ne peut toutefois être réalisée qu'avec la participation d'exploitants des réseaux filaires et d'opérateurs de télécommunications suisses ayant l'obligation de transmettre les signaux correspondants au Centre des opérations électroniques de l'armée suisse. C'est pourquoi la LRens, à l'article 40 s., prévoit pour confier un mandat d'exploration à un exploitant ou à un opérateur l'obligation d'une autorisation selon une procédure analogue d'autorisation et d'aval pour les mesures soumises à autorisation. En 2019, deux mandats d'exploration du réseau câblé étaient en cours d'exécution.

Exploration radio | L'exploration radio est elle aussi axée sur l'étranger (art. 38 LRens), ce qui signifie qu'elle ne peut porter que sur des systèmes radio qui se trouvent à l'étranger. Dans la pratique, cela concerne avant tout les satellites de télécommunications et les émetteurs à ondes courtes. À l'inverse de l'exploration du réseau câblé, l'exploration radio ne requiert pas d'autorisation puisqu'elle ne peut pas comporter d'obligation d'informer pour les opérateurs de télécommunications. En 2019, 32 mandats d'exploration radio ont été émis.

Examens effectués dans le cadre du Service des étrangers et demandes d'interdictions d'entrée en Suisse | En 2019, le Service des étrangers du SRC a examiné 5746 demandes sous l'angle d'une mise en danger de la sécurité intérieure (accréditations pour des diplomates et des fonctionnaires internationaux ainsi que demandes

de visa, de prise de fonction et d'autorisation de séjour soumises au droit des étrangers). Dans un cas, le SRC a requis le rejet de la demande d'accréditation, dans trois cas il a recommandé le refus de l'octroi d'un visa. Le SRC a en outre examiné 1196 dossiers de requérants d'asile sous l'angle d'une éventuelle mise en danger pour la sécurité intérieure de la Suisse. Dans 25 cas, il a signalé un risque potentiel pour la sécurité. Sur les 40 848 demandes de naturalisation que le SRC a examinées à l'aune de la LRens, il a recommandé dans trois cas le rejet de la demande ou exprimé des réserves en ce qui concerne la sécurité. Dans le cadre de la procédure de consultation Schengen en matière de visas Vision, le SRC a examiné 900 880 fichiers selon le critère de la mise en danger de la sécurité intérieure. Il a recommandé dans quatre cas le rejet de la demande de visa. En outre, le SRC a procédé à un examen des données API (Advance Passenger Information) de 1 748 930 personnes portant sur 10 824 vols. Les données API qui ne donnent aucun résultat lorsqu'elles sont comparées avec les données enregistrées au SRC sont effacées par ce dernier après un délai de 96 heures. Le SRC a par ailleurs demandé à l'Office fédéral de la police de prononcer 194 interdictions d'entrée en Suisse (122 ont été prononcées, 72 demandes étaient encore en traitement à la fin de 2019) et quatre expulsions (deux ont été prononcées, deux demandes étaient encore en traitement fin 2019).

Contrôles de sécurité relatifs aux personnes | Dans le cadre des contrôles de sécurité relatifs aux personnes du service de Sécurité des informations et des objets du DDPS et de la Chancellerie fédérale, le SRC a effectué 1262 recherches d'informations à l'étranger et 99 examens approfondis de personnes qui sont enregistrées dans les systèmes d'information et de stockage des données du SRC.

Liste des abréviations

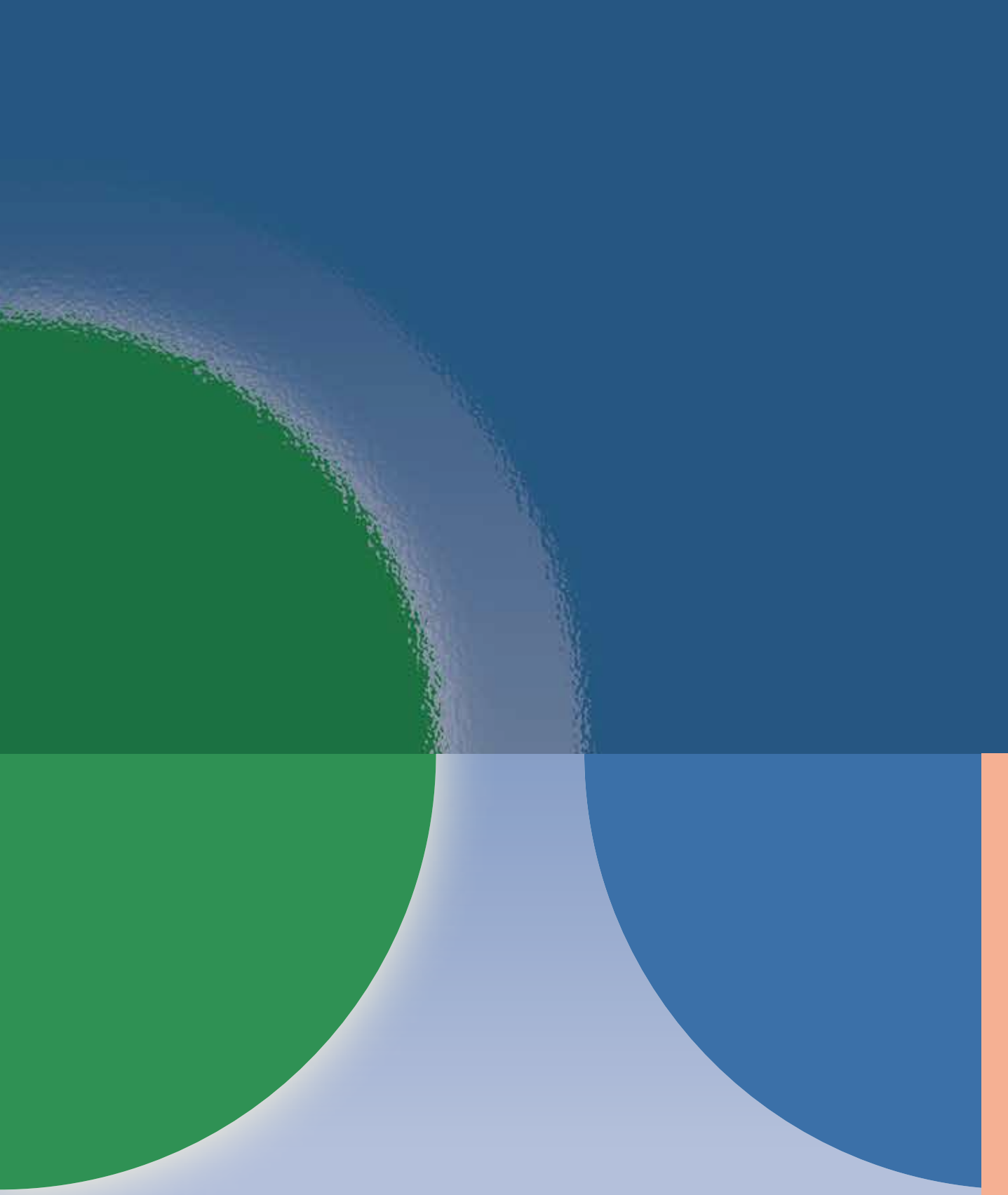
AKP	Parti de la justice et du développement
API	Advance Passenger Information
CoCom	Comité de coordination pour le contrôle multilatéral des échanges est-ouest
COMINT	Communications Intelligence
DEINC	Dispositif explosif ou incendiaire non conventionnel
FNI	Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire / Intermediate-Range Nuclear Forces Treaty INF
HUMINT	Human Intelligence
LRens	Loi fédérale sur le renseignement
MELANI	Centrale d'enregistrement et d'analyse pour la sûreté de l'information
OSINT	Open Source Intelligence
OSMP	Ordonnance sur les mesures visant à promouvoir la sécurité des minorités
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
PKK	Parti des travailleurs du Kurdistan
RAS	Revolutionärer Aufbau Schweiz / Reconstruction révolutionnaire suisse
SIGINT	Signals Intelligence
UE	Union européenne
UPIC	Unité de pilotage informatique de la Confédération
WEF	World Economic Forum / Forum économique mondial
YPG	Unités de protection du peuple

Rédaction
Service de renseignement de la Confédération SRC

Clôture de la rédaction
Août/septembre 2020

Contact
Service de renseignement de la Confédération SRC
Papiermühlestrasse 20
CH-3003 Berne
E-mail : info@ndb.admin.ch
www.src.admin.ch

Diffusion
OFCL, Vente des publications fédérales,
CH-3003 Berne
www.publicationsfederales.admin.ch
n° d'art. 503.001.20f
ISSN 1664-4697



LA SÉCURITÉ DE LA SUISSE
Service de renseignement de la Confédération SRC
Papiermühlestrasse 20
CH-3003 Berne
www.src.admin.ch / info@ndb.admin.ch